Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada

Rapport sur les plans et les priorités de 2015-2016

L'honorable Robert Nicholson Ministre des Affaires étrangères	L'honorable Ed Fast Ministre du Commerce international	L'honorable Christian Paradis Ministre du Développement international et ministre de la Francophonie

Table des matières

Message des ministres 1

Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation 3

1.1 Profil organisationnel 3

1.2 Contexte organisationnel 3

1.3 Dépenses prévues 12

1.4 Harmonisation des dépenses avec le cadre pangouvernemental 13

1.5 Tendances relatives aux dépenses du Ministère 14

1.6 Budget des dépenses par crédit voté 15

Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique 16

2.1 Résultat stratégique 1 : Programme international du Canada. 16

2.1.1 Programme : Politiques intégrées en matière d'affaires étrangères, de commerce et de développement international 16

2.1.2 Programme : Diplomatie, défense des intérêts et accords internationaux 18

2.2 Résultat stratégique 2 : Services de commerce international et consulaires destinés aux Canadiens 24

2.2.1 Programme : Commerce international 24

2.2.2 Programme : Services consulaires et gestion des urgences 27

2.3 Résultat stratégique 3 : Développement international et réduction de la pauvreté 30

2.3.1 Programme : Sécurité internationale et développement démocratique 30

2.3.2 Programme : Développement international 33

2.3.3 Programme : Assistance humanitaire internationale 39

2.4 Résultat stratégique 4 : Réseau du Canada à l'étranger 42

2.4.1 Programme : Gouvernance, orientations stratégiques et services communs pour le réseau des missions 42

2.4.2 Programme : Gestion des conditions du gouvernement du Canada à l'égard de l'emploi à l'étranger 46

2.5 Services internes 49

Section III : Information additionnelle 51

3.1 État des résultats prospectif 51

3.2 Liste des tableaux de renseignements supplémentaires 51

3.3 Rapport sur les dépenses fiscales et les évaluations 52

Section IV : Coordonnées de l'organisation 53

Annexe : Définitions 54

Message des ministres

L'honorable
Robert Nicholson
Ministre des Affaires étrangères

L'honorable
Ed Fast
Ministre du Commerce international

L'honorable
Christian Paradis
Ministre du Développement international et ministre de la Francophonie

L'honorable
Lynne Yelich
Ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires)

Nous sommes heureux de présenter le *Rapport sur les plans et les priorités* de 2015-2016 d'Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada (MAECD). Ce document donne un aperçu des priorités internationales du Canada au cours de la prochaine année, lesquelles seront axées sur la mise en œuvre du Plan d'action sur les marchés mondiaux du gouvernement, la promotion de la liberté et de la démocratie, la résolution des problèmes internationaux en matière de sécurité et l'amélioration de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants dans certains pays parmi les plus pauvres du monde.

Le Canada s'engage à accroître le commerce et l'investissement dans les marchés émergents et à forte croissance. Le Plan d'action sur les marchés mondiaux associe la promotion du commerce à l'accès préférentiel à de grands marchés dynamiques et à croissance rapide par le biais d'accords commerciaux. En vertu de ce plan, le gouvernement travaille avec les entreprises pour atteindre les objectifs qui permettront d'augmenter le nombre de petites et moyennes entreprises canadiennes qui réussissent sur les marchés émergents. Nous ferons la promotion du Canada en tant que partenaire commercial attrayant, notamment en élargissant les partenariats étrangers en matière d'innovation, de technologie et de science, et en intensifiant notre présence commerciale en Amérique latine, en Asie et en Afrique.

Avec la conclusion de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne, nous nous attacherons désormais à faire progresser la ratification de l'Accord afin de procurer au Canada un accès préférentiel à un marché intégré lucratif comptant plus de 500 millions de consommateurs et une activité économique annuelle de près de 18 billions de dollars.

Nous continuerons de renforcer la présence du Canada dans les Amériques et travaillerons avec les États-Unis pour améliorer la sécurité et la compétitivité économique en conjuguant nos efforts relativement à la sécurité frontalière et à la coopération réglementaire et en faisant progresser le nouveau passage international de la rivière Detroit. Nous resserrerons également les liens politiques et économiques du Canada en Asie, notamment au moyen de négociations commerciales avec le Japon et dans le cadre du Partenariat transpacifique.

Le gouvernement et le MAECD continueront de privilégier la promotion des valeurs démocratiques et de faire preuve d'un leadership fondé sur des principes en ce qui a trait à la gouvernance mondiale et aux droits de la personne, notamment en appuyant la liberté de religion, en défendant les droits des femmes et des filles, en prévenant la violence sexuelle et fondée sur le sexe en temps de conflit et en faisant cesser les mariages précoces et forcés.

Fort d'un engagement de 3,5 milliards de dollars pour la période 2015-2020, nous continuerons de mener les efforts internationaux visant à améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants. Le Canada

cherchera à établir des partenariats nouveaux et novateurs, en particulier avec le secteur privé, pour stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté.

Pour protéger les Canadiens, nous continuerons de promouvoir la sécurité et la stabilité à l'étranger, de concrétiser des programmes internationaux pour nous attaquer aux enjeux de sécurité et d'intervenir efficacement dans les crises internationales. Le MAECD met actuellement en œuvre son plan de modernisation des services consulaires pour le XXI[e] siècle afin de moderniser son approche des services consulaires, de façon à concentrer son aide sur les personnes qui en ont le plus besoin, à offrir une assistance plus efficiente et à mieux informer les Canadiens de la façon de prendre des décisions éclairées en matière de voyages dans le but de réduire les problèmes consulaires avant qu'ils ne se surviennent.

Pour de plus amples renseignements sur les travaux du Ministère, veuillez consulter le site Web du MAECD[1].

[1] www.international.gc.ca/international/index.aspx?lang=fra

Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation

1.1 Profil organisationnel

Ministres : Robert Nicholson, ministre des Affaires étrangères; Ed Fast, ministre du Commerce international; Christian Paradis, ministre du Développement international et de La Francophonie; Lynne Yelich, ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires).

Sous-ministres : Daniel Jean, sous-ministre des Affaires étrangères; Christine Hogan, sous-ministre du Commerce international; Malcolm Brown, sous-ministre du Développement international.

Portefeuille ministériel : Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada. Année de création : 1909.

Principale loi habilitante : *Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, L.C. 2013, ch. 33, art. 174*[2].

1.2 Contexte organisationnel

1.2.1 Raison d'être

Sous la direction du ministre des Affaires étrangères, du ministre du Commerce international et du ministre du Développement international, le MAECD est responsable de la conduite des relations internationales du Canada, y compris les affaires étrangères, le commerce international et le développement international.

Le MAECD fait la promotion des valeurs et des intérêts du Canada à l'échelle internationale, voit à la prestation de programmes internationaux et administre le programme d'aide internationale du Canada, afin de réduire la pauvreté dans les pays en développement et d'apporter une aide humanitaire. Le Ministère fournit aussi à la population canadienne des services commerciaux et consulaires, aussi bien au Canada qu'à l'étranger, et administre le réseau mondial des missions du gouvernement du Canada.

1.2.2 Responsabilités

Les responsabilités juridiques du MAECD sont énoncées dans la *Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement* de 2013 et sont résumées ci-dessous.

Le Ministère gère les relations diplomatiques et consulaires du Canada avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales en entretenant un dialogue avec des acteurs internationaux et en exerçant une influence sur ceux-ci, de manière à promouvoir les intérêts politiques et économiques du Canada, de même que des valeurs telles que la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit.

Le Ministère dirige la négociation d'accords commerciaux internationaux visant à préserver et à améliorer l'accès au marché au profit des entreprises canadiennes. Il veille également à la gestion des différends commerciaux dans le cadre des mécanismes internationaux de règlement des différends. De même, il fournit des conseils et des services de manière à aider les entreprises canadiennes à réussir à l'international, à favoriser les investissements étrangers directs au Canada et à soutenir l'innovation, la science et la technologie à l'échelle internationale.

Le MAECD fournit des services consulaires et des renseignements sur les voyages aux Canadiens. Il apporte un soutien à la paix et à la stabilité dans le monde, et s'attaque à des menaces pour la sécurité internationale, comme le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes. Le MAECD veille aussi à ce que le Canada agisse de manière coordonnée face à des situations d'urgence et à des catastrophes naturelles à l'étranger, y compris en apportant une aide humanitaire.

[2] www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/F-27.5/TexteComplet.html

Afin de soulager la pauvreté dans le monde et d'accroître la prospérité et la stabilité des pays en développement, le Ministère gère l'aide publique au développement du Canada et met à exécution des programmes de développement durable. Le MAECD gère également la plateforme internationale du Canada, un réseau mondial de 174 missions dans 107 pays qui appuie les efforts internationaux du MAECD et de 35 autres ministères, organismes partenaires et cooccupants[3].

1.2.3 Résultats stratégiques et architecture d'alignement des programmes (AAP)

Le présent rapport est structuré selon la nouvelle AAP intégrée du MAECD, laquelle est conforme au mandat du Ministère et comprend quatre résultats stratégiques (RS) soutenus par neuf programmes. Les Services internes appuient tous les programmes.

Résultat stratégique 1 : Le programme international est modelé pour faire avancer la sécurité, la prospérité, les intérêts et les valeurs du Canada.

Programme : Politiques intégrées en matière d'affaires étrangères, de commerce et de développement international

Sous-programme : Information internationale et analyse

Sous-programme : Conseils stratégiques en politiques internationale

Programme : Diplomatie, défense des intérêts et accords internationaux

Sous-programme : Promotion des intérêts et diplomatie bilatérales et régionales

Sous-programme : Sommets et promotion des intérêts et diplomatie multilatérales

Sous-programme : Contributions obligatoires à des organisations internationales

Sous-programme : Accords commerciaux, négociations, règlements de différends et contrôles

Résultat stratégique 2 : Les Canadiens sont satisfaits des services commerciaux et consulaires.

Programme : Commerce international

Sous-programme : Développement du commerce international par la promotion des exportations et du commerce au Canada et l'étranger

Sous-programme : Investissement étranger direct au Canada

Sous-programme : Innovation, science et technologie internationale

Programme : Services consulaires et gestion des urgences

Sous-programme : Assistance consulaire aux Canadiens

Sous-programme : Préparation et intervention en cas d'urgence

Résultat stratégique 3 : La pauvreté est réduite et la sécurité internationale et la démocratie sont accrues pour les gens vivant dans des pays où le Canada intervient.

Programme : Sécurité internationale et développement démocratique

Sous-programme : Sécurité internationale et réduction des menaces

Sous-programme : Soutien à la démocratie, aux droits de la personne, à la liberté et à la primauté du droit

Programme : Développement international

Sous-programme : Croissance économique durable

Sous-programme : Enfants et jeunes, y compris la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants

Sous-programme : Sécurité alimentaire

Sous-programme : Assistance multisectorielle, développement social et engagement au développement

Programme : Assistance humanitaire internationale

Sous-programme : Programmation humanitaire

Sous-programme : Partenaires pour une assistance humanitaire

[3] Les cooccupants comprennent les sociétés d'État, les gouvernements provinciaux et les représentations diplomatiques des gouvernements étrangers situées dans les missions du Canada à l'étranger.

Résultat stratégique 4 : Le Ministère entretient un réseau de missions offrant une infrastructure et des services qui permettent au gouvernement du Canada d'atteindre ses priorités internationales.

Programme : Gouvernance, orientations stratégiques et services communs pour le réseau des missions

Sous-programme : Gestion des services communs
Sous-programme : Biens immobiliers
Sous-programme : Sécurité
Sous-programme : Gestion de l'information/Technologie de l'information
Sous-programme : Employés recrutés sur place au soutien d'autres ministères du gouvernement du Canada

Programme: Gestion des conditions du gouvernement du Canada à l'égard de l'emploi à l'étranger

Sous-programme : Administration des Directives sur le service extérieur
Sous-programme : Administration des cotisations de l'employeur au regard des pensions, des assurances et de la sécurité sociale des employés recrutés sur place

Services internes

1.2.4 Priorités ministérielles

En 2015-2016, le MAECD fera la promotion du programme international du gouvernement en se concentrant sur les priorités suivantes. Ces priorités, outre l'important travail en cours, sont intégrées à la Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique du présent rapport afin de donner un aperçu des résultats attendus au regard des résultats stratégiques du MAECD.

1. Contribuer à la prospérité économique en mettant l'accent sur l'expansion et la diversification des relations commerciales avec les marchés émergents et à forte croissance. Priorité actuelle concordant avec les RS 1, RS 2 et RS 3.

Pourquoi il s'agit d'une priorité : La promotion active du commerce international et de l'investissement revêt une importance capitale pour stimuler la prospérité et la compétitivité du Canada. Le commerce international contribuant pour environ 60 p. 100 du produit intérieur brut annuel du Canada et les exportations représentant un emploi sur cinq, l'intensification des échanges commerciaux du Canada avec les marchés émergents et à forte croissance créera de nouveaux débouchés pour les entreprises canadiennes et apportera des avantages connexes aux Canadiens.

Les mesures pour concrétiser cette priorité comprennent les suivantes :

- Dans le cadre du Plan d'action sur les marchés mondiaux, accroître le nombre d'entreprises canadiennes, notamment les petites et moyennes entreprises, qui réussissent sur les marchés prioritaires, et ce, en négociant et en mettant en œuvre des accords commerciaux tels que des accords de promotion et de protection des investissements étrangers.
- Aider l'industrie canadienne en mettant en œuvre les stratégies relatives à l'éducation internationale, à l'approvisionnement en matière de défense et au secteur extractif, en élargissant les partenariats internationaux en science, en technologie et en innovation, et en faisant la promotion du Canada en tant que partenaire commercial d'intérêt.
- Faire progresser la ratification et la promotion des accords commerciaux récemment conclus, tels que l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et l'Accord de libre-échange entre le Canada et la Corée.
- Intensifier les liens commerciaux avec l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique, en mettant l'accent sur le soutien des investissements canadiens à l'étranger, et aider à améliorer le climat d'investissement dans les pays en développement en renforçant les capacités nécessaires à la gestion durable des ressources naturelles.

2. Accroître l'engagement du Canada dans l'hémisphère et renforcer les relations entre le Canada et les États-Unis. Priorité actuelle concordant avec les RS 1, RS 2 et RS 3.

Pourquoi il s'agit d'une priorité : Aux yeux du Canada, la région des Amériques présente toujours un intérêt stratégique clé, offrant plusieurs partenariats et possibilités de favoriser la prospérité, la sécurité et la gouvernance démocratique. Même si le Canada s'emploie à diversifier ses relations économiques, les États-Unis demeurent son plus important partenaire sur le plan de l'économie et de la sécurité. Les flux des échanges commerciaux et des investissements entre le Canada et les États-Unis demeurent sans équivalent ailleurs dans le monde, d'où la nécessité d'une coopération étroite dans plusieurs dossiers bilatéraux et mondiaux.

Les mesures pour concrétiser cette priorité comprennent les suivantes :

- Faire progresser les intérêts du Canada afin qu'il y ait plus de prospérité, d'équité, de sécurité et de démocratie dans l'hémisphère, conformément à la Stratégie d'engagement du Canada dans les Amériques, en rehaussant les relations canadiennes avec les groupes émergents et avec les principaux partenaires comme l'Alliance du Pacifique et le Brésil.
- Promouvoir le développement et la sécurité régionale, notamment par des réformes des systèmes de sécurité, en mettant l'accent sur les Caraïbes, Haïti, l'Amérique centrale et le Mexique.
- Soutenir l'innovation, les investissements étrangers et la présence dans les chaînes de valeur mondiales aux États-Unis et au Mexique, promouvoir les intérêts du Canada dans le secteur de l'énergie et des technologies énergétiques, gérer avec les États-Unis les ressources environnementales que l'on a en commun et renforcer les intérêts économiques du Canada en gérant efficacement les questions commerciales, notamment en faisant la promotion de Keystone XL et en intervenant contre les barrières protectionnistes comme Buy America.
- Accroître la coopération avec les États-Unis et le Mexique afin que la région de l'Amérique du Nord soit concurrentielle et sûre, notamment en appuyant la vision commune du Canada et des États-Unis concernant la sécurité du périmètre et la compétitivité économique, ainsi que le développement du passage international de la rivière Détroit.

3. Accroître la présence économique et politique du Canada en Asie. Priorité actuelle concordant avec les RS 1, RS 2 et RS 3.

Pourquoi il s'agit d'une priorité : Compte tenu de la croissance spectaculaire des économies asiatiques et de la participation accrue des États asiatiques dans la gouvernance mondiale, le Canada intensifiera ses relations politiques et économiques dans la région. Le Canada veillera à ce que les entreprises canadiennes bénéficient d'un meilleur accès aux marchés de l'Asie, et mettra à profit ses relations bilatérales et multilatérales afin de promouvoir ses valeurs et ses intérêts dans plusieurs dossiers régionaux et mondiaux.

Les mesures pour concrétiser cette priorité comprennent les suivantes :

- Élargir les partenariats ciblés sur le plan économique, de la sécurité et de la gouvernance en Asie, mettre à profit les résultats du développement international et concrétiser les plans d'accès aux marchés clés en Asie, y compris la Chine et l'Inde.
- Favoriser le dialogue économique dans la région de l'Asie-Pacifique en faisant la promotion d'accords commerciaux préférentiels auprès de nouveaux partenaires, comme les membres du Partenariat transpacifique, y compris le Japon.
- Aiguiller davantage les programmes de développement international du Canada en Asie sur la croissance économique durable dirigée par le secteur privé, dont le renforcement des capacités en matière de commerce et d'investissement, ainsi que promouvoir les droits de la personne et la primauté du droit.
- Consolider le partenariat entre le Canada et l'Inde, l'Asie du Sud-Est, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et la Coopération économique Asie-Pacifique et soumettre une demande d'adhésion au Sommet de l'Asie de l'Est et à la réunion élargie des ministres de la Défense de l'ANASE et promouvoir le Canada à titre de fournisseur fiable d'énergie et d'autres produits d'exportation de l'industrie primaire.

4. Promouvoir la démocratie et le respect des droits de la personne et contribuer à une gouvernance mondiale efficace. Priorité actuelle concordant avec les RS 1 et RS 3.

Pourquoi il s'agit d'une priorité : Le Canada est mieux à même de promouvoir ses valeurs et ses intérêts dans un cadre de gouvernance mondiale efficace et un système international fondé sur des règles. La liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit revêtent toujours une importance capitale pour la politique étrangère du pays, et le Canada continuera de faire preuve d'un leadership international fondé sur des principes pour répondre aux différents enjeux internationaux.

Les mesures pour concrétiser cette priorité comprennent les suivantes :

- Exercer un rôle prépondérant en matière de droits de la personne, y compris la liberté de religion, protéger les droits des minorités sexuelles et mettre au point un solide plan d'action canadien pour la promotion de la démocratie et de la primauté du droit.
- Protéger et favoriser l'autonomie des femmes, des enfants et des jeunes dans les pays en développement en examinant la question des cadres de protection nationaux, en appuyant l'accès à l'éducation pour tous, y compris les enfants vivant dans les régions touchées par un conflit, en œuvrant pour faire cesser les mariages précoces et forcés de même que la violence sexuelle dans les conflits.
- Continuer de faire avancer la politique étrangère du Canada pour l'Arctique, notamment durant la présidence canadienne du Conseil de l'Arctique jusqu'en avril 2015, et par la suite.
- Promouvoir une plus grande efficacité des institutions internationales.

5. Mettre en œuvre le programme de développement du Canada pour réduire la pauvreté dans le monde et apporter une aide humanitaire. Priorité actuelle concordant avec les RS 1 et RS 3.

Pourquoi il s'agit d'une priorité : Le Canada reconnaît que le soutien international est nécessaire pour satisfaire les besoins fondamentaux de la population de certains pays, et que l'aide humanitaire est tout particulièrement importante pour les habitants des pays en développement touchés par les catastrophes naturelles, les conflits ou l'insécurité alimentaire aiguë. L'accomplissement de progrès économiques, sociaux et démocratiques marqués dans les pays en développement permettra de réduire la pauvreté pour des milliards de personnes et d'accroître la prospérité et la sécurité à long terme des Canadiens.

Les mesures pour concrétiser cette priorité comprennent les suivantes :

- Négocier un programme de développement pour l'après-2015 pour le Canada qui contient des objectifs mesurables qui tiennent compte de l'évolution du contexte du développement.
- Diriger les efforts internationaux afin d'améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants et d'assurer un avenir meilleur pour les enfants et les jeunes.
- Favoriser une croissance économique durable, notamment grâce au renforcement de la primauté du droit et de la gouvernance démocratique.
- Collaborer avec une société civile dotée des moyens d'agir et des partenaires non traditionnels, comme le secteur privé, y compris par l'entremise de mécanismes de financement novateurs afin de trouver des solutions durables pour réduire la pauvreté.
- Mettre à profit les compétences et les ressources du Canada dans les secteurs agricole et de la nutrition, de même que dans les chaînes d'approvisionnement afin d'accroître la sécurité alimentaire et la nutrition dans les pays en développement.
- Renforcer l'action en faveur de la responsabilisation et de la transparence en matière de développement à l'échelle nationale et internationale.
- Fournir en temps opportun une aide efficace, coordonnée et axée sur les besoins lorsque surviennent des crises humanitaires à la suite de catastrophes naturelles, de conflits ou d'insécurité alimentaire aiguë.

6. Contribuer à la sécurité internationale et à celle des Canadiens à l'étranger. Nouvelle priorité concordant avec les RS 1 et RS 3.

Pourquoi il s'agit d'une priorité : La sécurité et la stabilité internationales s'avèrent essentielles à la prospérité du Canada et à la sécurité des Canadiens, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Les Canadiens habitant ou se rendant à l'étranger peuvent faire face à des situations imprévues qui menacent leur bien-être et exigent le soutien efficace et en temps opportun des services consulaires du MAECD.

Les mesures pour concrétiser cette priorité comprennent les suivantes :

- Aborder les problèmes liés à la sécurité internationale, notamment le terrorisme, le crime organisé transnational, le passage de clandestins, la sécurité spatiale et les menaces posées par les combattants étrangers.
- Réduire les risques liés à la prolifération des armes classiques, chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, du matériel qui s'y rapporte et des moyens de les livrer.
- Former un partenariat avec Israël afin de favoriser la liberté et la sécurité au Moyen-Orient et soutenir les efforts déployés pour faire progresser la sécurité et la stabilité dans les régions touchées par des conflits et dans les pays comme l'Ukraine, l'Afghanistan, la Syrie et l'Iraq.
- Moderniser la prestation des services consulaires aux Canadiens à l'étranger, de façon à concentrer l'aide sur les Canadiens qui en ont le plus besoin, à offrir une assistance plus efficiente et à mieux informer les Canadiens de la façon de prendre des décisions éclairées en matière de voyages dans le but de réduire les problèmes consulaires avant qu'ils ne se surviennent.

1.2.5 Analyses des risques

Le mandat international du MAECD et son réseau de missions établies dans 107 pays l'exposent à un large éventail de risques externes, comme le terrorisme, la criminalité, les conflits armés, les troubles civils, les catastrophes naturelles et les activités d'espionnage, y compris les cyberattaques.

Les quatre risques ministériels décrits ci-dessous ont été reportés du Profil de risque ministériel (PRM) de 2014-2015 du MAECD. La haute direction du MAECD gère activement ces risques et rend compte de l'état d'avancement des stratégies de réponse au risque mises en œuvre aux comités de gouvernance, trois fois par année.

Risque 1 : Sécurité personnelle et physique	**Lien avec l'AAP :** RS 1; RS 2; RS 3; RS 4
Œuvrer à l'étranger dans des milieux aux conditions de sécurité difficiles et complexes pourrait avoir une incidence sur la sécurité des employés canadiens, leurs personnes à charge, les employés recrutés sur place ou les visiteurs dans les missions.	
Stratégie de réponse au risque	
• Faire le suivi de la mise en œuvre du nouveau Plan de sécurité ministériel et de l'efficacité du cadre bonifié de la gouvernance de la sécurité du MAECD. • Officialiser une approche fondée sur le risque afin de déterminer les missions qui auront à compléter une évaluation de base de la menace et de soutenir ainsi une gouvernance de la sécurité efficace et les décisions liées à l'attribution des ressources. • Effectuer une évaluation exhaustive des besoins en formation sur la sécurité, offrir de la formation clé au personnel du gouvernement du Canada déployé dans les missions à haut risque et augmenter le nombre de spécialistes de la sécurité des missions. • Surveiller la mise en œuvre d'un nouveau processus d'inspection de la sécurité des missions et renforcer la capacité de faire le suivi de l'application des recommandations de l'inspection. • Mettre en place le Système de gestion de l'information sur la sécurité afin de centraliser l'information sur la sécurité des missions. • Compléter l'élaboration des normes de sécurité physique pour les missions et déterminer les besoins en sécurité physique pour les missions et les projets prioritaires.	

- Mettre en œuvre le Programme de protection des infrastructures essentielles et cerner les besoins à venir en matière de ressources personnelles et matérielles pour garantir la poursuite des travaux de sécurité physique.
- Achever l'élaboration du Programme de prévention des risques et le mettre en œuvre de façon à améliorer la santé et la sécurité du personnel sur les lieux de travail.

Risque ministériel 2 : Cybermenaces et exfiltration d'information	**Lien avec l'AAP :** RS 1; RS 2; RS 3; RS 4

Des cyberattaques, l'exfiltration de renseignements ou des limitations aux systèmes gouvernementaux pourraient compromettre l'information en possession du gouvernement du Canada, conduire à une interruption des services et suggérer que le MAECD n'est pas digne de confiance en ce qui a trait à la gestion de renseignements de nature délicate.

Stratégie de réponse au risque

- Maintenir de solides relations de travail avec Services partagés Canada pour garantir une approche axée sur les risques visant l'amélioration et l'entretien de la portion du cadre de sécurité des technologies de l'information (TI) qui relève du MAECD.
- Procéder à une évaluation exhaustive et coordonnée, en compagnie de tous les intervenants du Ministère, des besoins en formation sur la sécurité afin d'améliorer la sensibilisation sur les différentes façons de porter atteinte à l'information gouvernementale de nature délicate.
- Préparer un plan d'action et lancer une campagne d'information coordonnée auprès de tous les employés du Ministère afin d'améliorer la sensibilisation et la compréhension à l'égard des rôles et des responsabilités de chacun dans la gestion de l'information, le signalement de failles possibles et l'application des règles.
- Continuer d'élaborer et de tenir à jour les outils de gestion de l'information et les solutions de TI pour accroître la capacité du MAECD d'améliorer sa gestion et sa protection des renseignements de nature délicate.
- Renforcer les systèmes de défense des réseaux informatiques en hiérarchisant et en accélérant les correctifs de sécurité à apporter aux applications vulnérables.
- Continuer d'actualiser la connectivité de niveau « Très secret » avec les missions canadiennes à l'étranger afin de permettre la transmission de renseignement de niveau « Très secret ».
- Continuer d'accroître la sécurité physique des installations traitant des renseignements hautement classifiés.

Risque ministériel 3 : Interventions d'urgence et planification de la continuité des activités	**Lien avec l'AAP** : RS 1; RS 2; RS 3; RS 4

Une catastrophe naturelle importante, une situation d'urgence ou des actes de nature hostile dans les missions ou à l'administration centrale pourraient perturber les activités du Ministère à l'échelle de l'organisation.

Stratégie de réponse au risque

- Assurer le financement continu pour maintenir des équipes permanentes de déploiement rapide constituées d'employés formés en intervention d'urgence et provenant de l'administration centrale et des missions, dont le rôle est d'accroître la capacité d'appoint à l'étranger.
- Surveiller la mise en œuvre du cadre de gestion des crises internationales permettant de clarifier les rôles et les responsabilités dans ce domaine.
- Élaborer un plan de continuité des activités du MAECD à l'échelle des secteurs.
- Continuer d'élaborer la formation sur la gestion des urgences misant sur la spécificité des rôles en vue de compléter la formation de base actuellement donnée au sein du MAECD et mettre en place une stratégie pour garantir une offre de cours récurrente.

• Travailler avec des pays aux vues similaires, d'autres ministères, des réseaux et des intervenants de pays ciblés dans le cadre d'exercices d'intervention et de programmes de formation communs pour améliorer la coordination, la planification et les mécanismes d'intervention en cas d'urgence à l'administration centrale et au sein des missions à l'étranger. • Mettre au point et organiser, dans les missions, des exercices de simulation d'intervention humanitaire en situation de crise pour accroître la capacité d'intervention et compléter la formation actuelle dans ce domaine, en sollicitant la participation des directions concernées à l'administration centrale.
Risque ministériel 4 : Fusion — **Lien avec l'AAP** : RS 1; RS 2; RS 3; RS 4
La fusion du MAECD a entraîné la transformation d'un environnement qui nécessite que les gestionnaires continuent à travailler à l'intégration des systèmes et des processus liés aux finances, aux ressources humaines et à la gestion de l'information et à l'établissement d'une nouvelle culture ministérielle afin de permettre au ministère entièrement fusionné de s'acquitter efficacement de ses nouveaux rôles et de ses nouvelles responsabilités.
Stratégie de réponse au risque
• Mettre en œuvre une nouvelle stratégie de ressources humaines au MAECD pour créer une main-d'œuvre diversifiée, souple et capable de réaliser les priorités du gouvernement. • S'assurer que la gouvernance ministérielle est efficace et efficiente et soutient l'intégration des priorités géographiques et politiques. • Promouvoir la cohérence des politiques et des programmes liés au commerce, au développement et à la diplomatie. • Concevoir des systèmes financiers, administratifs et de sécurité efficaces, intégrés et fondés sur les pratiques exemplaires. • Mettre en place une stratégie de communication auprès des employés, des Canadiens et des intervenants étrangers qui témoigne d'un discours unifié au MAECD.

Risque ministériel 1 – Sécurité personnelle et physique : protéger le personnel et les visiteurs dans les missions.

Plus de la moitié des employés du MAECD déployés à l'étranger travaillent dans des pays où ils font face à une panoplie de risques, qui évoluent rapidement et visent leur sécurité personnelle. Le gouvernement du Canada prend la question de leur sécurité très au sérieux et, depuis 2011, gère activement ces risques à l'aide du Profil de risque ministériel du MAECD.

Pour parer à ces risques, plusieurs nouvelles stratégies de réponse au risque ont été mises en œuvre, dont la mise à jour d'un plan de sécurité ministériel et d'un cadre de gouvernance de la sécurité, le déploiement de 30 spécialistes de la sécurité dans les missions à haut risque, l'officialisation d'une approche ministérielle fondée sur le risque au moment de réaliser les évaluations de base de la menace et la refonte du processus d'inspection de la sécurité dans les missions. Pour 2015-2016, le Canada s'emploiera à harmoniser les ressources de sécurité et à mieux surveiller les réponses aux risques tout au long de l'année.

Le sous-ministre adjoint (SMA) du Secteur des affaires consulaires, de la gestion des urgences, de la sécurité et des affaires juridiques (et chef du service de la sécurité), le SMA du Secteur de la sécurité internationale et des affaires politiques et le SMA du Secteur de la plateforme internationale géreront ce risque avec le soutien du Comité de gestion ministériel.

Risque ministériel 2 – Cybermenaces et exfiltration d'information : assurer la sécurité de l'information électronique.

Le MAECD utilise des systèmes de technologie de l'information (TI) pour appuyer le travail du Canada à l'échelle internationale grâce à ses 174 points de service établis dans 107 pays. Comme d'autres ministères à l'étranger, le Ministère est une cible de grande priorité en ce qui a trait aux activités d'espionnage, y compris les cyberattaques. De nombreux employés du MAECD à l'étranger travaillent dans des pays où des mesures de

sécurité particulières et un haut degré de sensibilisation à la sécurité sont nécessaires pour réduire le risque de fuite de renseignements.

Le personnel de la TI du MAECD continuera de travailler avec Services partagés Canada pour maintenir et renforcer l'infrastructure de la TI et assurer la protection des renseignements de nature délicate. Des progrès ont été réalisés pour clarifier les rôles et les responsabilités en matière de sécurité de la TI, améliorer la situation du MAECD en matière de sécurité et mener des évaluations des missions afin d'y accroître la sécurité des systèmes de TI. Des améliorations seront apportées aux systèmes de la TI du MAECD afin de répondre à l'évolution du contexte des cyberattaques contre le Ministère. Des progrès ont été accomplis depuis l'ajout de ce risque au PRM, en 2011, mais on poursuivra les travaux pour mieux sensibiliser le personnel du MAECD et l'aider à comprendre le rôle qu'il joue dans la protection des renseignements de nature délicate.

Le SMA du Secteur des affaires consulaires, de la gestion des urgences, de la sécurité et des affaires juridiques (et chef du service de sécurité), le SMA du Secteur de la planification ministérielle, des finances et de la technologie de l'information et le SMA du Secteur de la sécurité internationale et des affaires politiques continueront de gérer ce risque avec le soutien du Comité de gestion ministériel.

Risque ministériel 3 – Interventions d'urgence et planification de la continuité des activités : maintenir la prestation des services à l'étranger et à l'administration centrale lors de situations d'urgence.

Les crises internationales sont imprévisibles et montrent la nécessité de disposer d'une capacité d'intervention pangouvernementale efficace pour aider les Canadiens lors de situations d'urgence à l'étranger et fournir de l'aide humanitaire aux populations qui en ont besoin. Le nombre de Canadiens qui voyagent à l'étranger augmente constamment et plusieurs d'entre eux pourraient avoir besoin d'aide en cas d'urgence. L'état de préparation aux situations d'urgence figure parmi les priorités ministérielles depuis près d'une décennie et la planification de la continuité des activités a été ajoutée au PRM de l'an dernier de concert avec un éventail de réponses additionnelles aux risques.

Des progrès considérables ont été accomplis en réponse à ce risque : le Centre de surveillance et d'intervention d'urgence a été créé et joue un rôle essentiel dans la stratégie ministérielle pour la gestion des urgences. Des équipes de déploiement rapide constituées d'employés formés en intervention d'urgence ont été mises sur pied et les rôles et les responsabilités au chapitre de la gestion des urgences ont été clarifiées. La communication et la coordination entre les intervenants internes et externes dans le cadre d'interventions d'urgence seront renforcées. Au cours de la prochaine année, le MAECD s'attachera notamment à surveiller et à améliorer les réponses aux risques en cours.

Le SMA du Secteur des affaires consulaires, de la gestion des urgences, de la sécurité et des affaires juridiques (et chef du service de sécurité), le SMA du Secteur de la sécurité internationale et des affaires politiques et les fonctionnaires responsables des régions géographiques pertinentes continueront de gérer ce risque avec le soutien du Comité de gestion ministériel.

Risque ministériel 4 – Fusion : Créer une nouvelle culture ministérielle et intégrer les systèmes et les processus

La fusion, en 2013, de l'ACDI et du MAECI, a entraîné un nombre important de nouvelles tâches qui visaient à assurer le maintien de l'efficacité opérationnelle du nouveau ministère. Ce risque de perte d'efficacité a d'abord été défini comme l'un des risques ministériels dans le PRM de 2014-2015. Au cours de la dernière année, le MAECD a mis en place une série de stratégies de réponse au risque en appui à un ministère pleinement intégré. En vertu de la portée de ce risque pour l'ensemble du Ministère, le MAECD a décidé de continuer à le surveiller au niveau organisationnel en 2015-2016.

En 2014-2015, la stratégie de réponse au risque a reposé sur la mise en place d'un plan complet de gestion du changement, chapeauté par une structure de gouvernance révisée, avec l'aide du Comité de gestion ministérielle. Des progrès notables ont été réalisés dans la mise en œuvre d'initiatives liées à la fusion. L'élaboration d'une nouvelle architecture d'alignement des programmes et du cadre de mesure du rendement

qui y est associé a été complétée afin d'offrir un modèle d'affaires rationalisé et intégré propre au nouveau ministère. Une nouvelle stratégie de ressources humaines a été mise au point et lancée, et un nouveau plan de sécurité ministériel intégré a été approuvé. Les rôles et les responsabilités des chefs de mission du MAECD ont été clarifiés, et des mesures ont été prises en vue d'assurer la cohérence des politiques entre les priorités liées au commerce, au développement et au secteur de la diplomatie. En 2015-2016, la priorité sera accordée au parachèvement des initiatives désignées dans le plan de gestion du changement du Ministère.

Le Comité de gestion ministérielle du MAECD, ses comités connexes (y compris le comité des missions, le cas échéant) et le Conseil exécutif assureront la gestion de ce risque.

1.3 Dépenses prévues

Ressources financières (en dollars)			
Budget principal des dépenses 2015-2016	**Dépenses prévues 2015-2016[4]**	**Dépenses prévues 2016-2017**	**Dépenses prévues 2017-2018**
5 526 817 200	5 715 529 021	5 406 680 235	5 365 545 202

Ressources humaines (équivalent temps plein – ETP[5])		
2015-2016	**2016-2017**	**2017-2018**
11 204	11 224	11 206

Tableau du sommaire de la planification budgétaire (en dollars)

Résultat stratégique / programme	Dépenses réelles 2012–2013	Dépenses réelles 2013–2014	Dépenses projetées 2014–2015	Budget principal des dépenses 2015–2016	Dépenses prévues 2015–2016	Dépenses prévues 2016–2017	Dépenses prévues 2017–2018
RS 1. Le programme international est modelé pour faire avancer la sécurité, la prospérité, les intérêts et les valeurs du Canada.[6]							
1.1 Politiques intégrées en matière d'affaires étrangères, de commerce et de développement international	92 434 881	98 858 328	86 934 281	74 932 448	79 939 982	72 672 809	71 960 239
1.2 Diplomatie, défense des intérêts et accords internationaux	940 538 085	939 594 606	1 084 844 892	905 984 385	926 044 354	875 296 859	875 039 680
Total partiel RS 1	**1 032 972 966**	**1 038 452 934**	**1 171 779 173**	**980 916 833**	**1 005 984 336**	**947 969 668**	**946 999 919**
RS 2. Les Canadiens sont satisfaits des services commerciaux et consulaires.							
2.1 Commerce international	160 582 217	156 811 144	171 124 680	170 922 571	181 217 243	175 425 216	175 540 327
2.2 Services consulaires et gestion des urgences	54 470 658	54 306 686	49 329 448	45 337 728	49 121 598	47 177 974	47 183 598

[4] Les dépenses prévues pour 2015-2016 incluent les fonds reçus après la soumission du Budget principal des dépenses, tels que le report du budget de fonctionnement et du budget des dépenses en capital de 2014-2015 et le remboursement des dépenses en matière de rémunération. Les dépenses en matière de rémunération se rapportent surtout aux frais liés aux indemnités de départ et aux prestations parentales pour les employés canadiens et recrutés sur place.

[5] Les équivalents temps plein (ETP) permettent de mesurer si une personne représente un employé à temps plein au titre du budget ministériel. Les ETP représentent le rapport entre les heures de travail assignées et les heures de travail prévues. Les heures de travail prévues sont celles énoncées dans les conventions collectives.

[6] Conformément à la nouvelle architecture d'alignement des programmes de 2015-2016, on a renommé les sous-programmes relevant des résultats stratégiques 1 et 4.

Total partiel RS 2	**215 052 875**	**211 117 830**	**220 454 128**	**216 260 299**	**230 338 841**	**222 603 190**	**222 723 925**
RS 3. La pauvreté est réduite et la sécurité internationale et la démocratie sont accrues pour les gens vivant dans des pays où le Canada intervient.[7]							
3.1 Sécurité internationale et développement démocratique	Sans objet	Sans objet	Sans objet	377 802 527	379 207 340	237 366 946	229 789 590
3.2 Développement international	Sans objet	Sans objet	Sans objet	2 491 ,018 462	2 497 543 949	2 513 160 007	2 483 812 370
3.3 Assistance humanitaire internationale	Sans objet	Sans objet	Sans objet	390 590 204	390 853 336	386 530 825	390 446 911
Total partiel RS 3	Sans objet	Sans objet	Sans objet	**3 259 411 193**	**3 267 604 625**	**3 137 057 778**	**3 104 048 871**
RS 4. Le Ministère entretient un réseau de missions offrant une infrastructure et des services qui permettent au gouvernement du Canada d'atteindre ses priorités internationales.[6]							
4.1 Gouvernance, orientations stratégiques et services communs pour le réseau des missions	716 016 050	620 548 489	760 547 607	603 804 538	718 542 780	622 139 927	614 756 408
4.2 Gestion des conditions du gouvernement du Canada à l'égard de l'emploi à l'étranger	220 037 627	229 133 960	198 283 487	195 598 665	199 725 582	195 676 248	195 697 658
Total partiel RS 4	**936 053 677**	**849 682 449**	**958 831 094**	**799 403 203**	**918 268 362**	**817 816 175**	**810 454 066**
Total partiel Services internes	287 009 954	279 215 822	264 408 957	270 825 672	293 332 857	281 233 424	281 318 421
Fonds non alloués à l'AAP de 2015-2016[7,8]	3 333 347 074	3 379 274 678	3 220 447 214	0	0	0	0
Total MAECD	**5 804 436 546**	**5 757 743 713**	**5 835 920 566**	**5 526 817 200**	**5 715 529 021**	**5 406 680 235**	**5 365 545 202**

1.4 Harmonisation des dépenses avec le cadre pangouvernemental[9]

Résultat stratégique	Programme	Secteur de dépenses	Résultat du gouvernement du Canada	Dépenses prévues 2015–2016 (en dollars)
1. Le programme international est modelé pour faire avancer la sécurité, la prospérité, les intérêts et les valeurs du Canada.	1.1 Politiques intégrées en matière d'affaires étrangères, de commerce et de développement international	Affaires internationales	Un monde sécuritaire et sécurisé grâce à l'engagement international	79 939 982

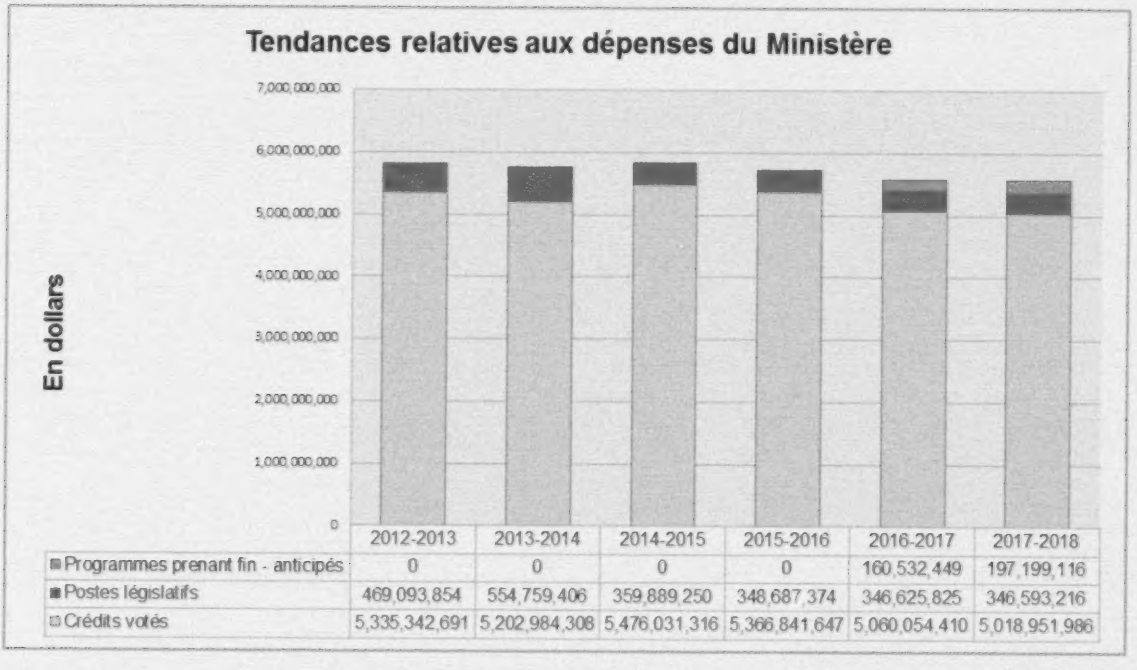
[7] Les programmes faisant partie du résultat stratégique 3 n'existaient pas avant la mise sur pied de l'AAP 2015-2016. Les dépenses enregistrées en 2012-2013 et en 2013-2014 ainsi que les prévisions visant la période 2014-2015 figurent donc sous « Fonds non alloués à l'AAP de 2015-2016 ».

[8] Les dépenses réelles pour 2012-2013 comprennent celles pour le RS 3 et pour Passeport Canada, qui a été transféré à Citoyenneté et Immigration Canada lors du Budget 2013.

[9] www.tbs-sct.gc.ca/ppg-cpr/frame-cadre-fra.aspx

	1.2 Diplomatie, défense des intérêts et accords internationaux			926 044 354
2. Les Canadiens sont satisfaits des services commerciaux et consulaires.	2.1 Commerce international	Affaires internationales	Un Canada prospère grâce au commerce international	181 217 243
	2.2 Services consulaires et gestion des urgences		Un monde sécuritaire et sécurisé grâce à l'engagement international	49 121 598
3. La pauvreté est réduite et la sécurité internationale et la démocratie sont accrues pour les gens vivant dans des pays où le Canada intervient.	3.1 Sécurité internationale et développement démocratique	Affaires internationales	La réduction de la pauvreté dans le monde grâce au développement international durable	379 207 340
	3.2 Développement international			2 497 543 949
	3.3 Assistance humanitaire internationale			390 853 336
4. Le Ministère entretient un réseau de missions offrant une infrastructure et des services qui permettent au gouvernement du Canada d'atteindre ses priorités internationales.	4.1 Gouvernance, orientations stratégiques et services communs pour le réseau des missions	Affaires internationales	Un monde sécuritaire et sécurisé grâce à l'engagement international	718 542 780
	4.2 Gestion des conditions du gouvernement du Canada à l'égard de l'emploi à l'étranger			199 725 582
Total des dépenses prévues par secteur de dépenses (en dollars)				
Affaires internationales				5 422 196 164

1.5 Tendances relatives aux dépenses du Ministère



	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Programmes prenant fin - anticipés	0	0	0	0	160,532,449	197,199,116
Postes législatifs	469,093,854	554,759,406	359,889,250	348,687,374	346,625,825	346,593,216
Crédits votés	5,335,342,691	5,202,984,308	5,476,031,316	5,366,841,647	5,060,054,410	5,018,951,986

De 2012-2013 à 2017-2018, le profil des dépenses du MAECD varie d'un maximum de 5,8 milliards de dollars en 2012-2013 à un minimum prévu de 5,4 milliards de dollars en 2017-2018 pour une variance totale de 400 millions de dollars (6,9 p. 100)[10]. La diminution est principalement attribuable à la fin des programmes suivants :

- financement du Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction et du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales (130 millions de dollars);
- Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (37 millions de dollars);
- frais de litige reliés au bois d'œuvre résineux (31 millions de dollars).

De plus, les réductions des dépenses prévues sont surtout attribuables au report de sommes à recevoir (report du budget de fonctionnement et du budget des dépenses en capital) en 2015-2016 seulement, conformément aux politiques du Conseil du Trésor.

Les dépenses de 2012-2013 représentent les données financières combinées déclarées précédemment dans les *Rapport ministériel sur le rendement* de l'ancienne ACDI et dans celui de l'ancien MAECI.

Les dépenses de 2013-2014 correspondent aux comptes publics du MAECD et de l'ancienne ACDI couvrant la période du 1er avril au 30 juin 2013.

1.6 Budget des dépenses par crédit voté

Pour plus d'information sur les crédits organisationnels du Ministère, prière de consulter le Budget principal des dépenses de 2015-2016[11].

[10] Le financement accordé au Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction, au Fonds pour la paix et la sécurité mondiales et à la mise en œuvre de l'Accord de 2006 sur le bois d'œuvre résineux devrait prendre fin en mars 2016. Quant au financement accordé au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, il devrait prendre fin en mars 2017.

[11] www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/esp-pbc/esp-pbc-fra.asp

Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique

La présente section est structurée selon la nouvelle AAP de 2015-2016 du MAECD.

2.1 Résultat stratégique 1 : Programme international du Canada — Le programme international est modelé pour faire avancer la sécurité, la prospérité, les intérêts et les valeurs du Canada.

2.1.1 Programme : Politiques intégrées en matière d'affaires étrangères, de commerce et de développement international

Description : Le MAECD met à contribution l'expertise dont il dispose dans les missions et à l'administration centrale pour fixer des priorités intégrées, y compris de politique étrangère, de commerce international et de développement, et pour offrir aux ministres, aux hauts fonctionnaires et à ses principaux partenaires de l'information, du renseignement et des conseils qui leur permettront de prendre des décisions éclairées afin de promouvoir les valeurs et les intérêts du Canada dans le monde.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
74 932 448	79 939 982	72 672 809	71 960 239	834	832	829

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Les décideurs du gouvernement du Canada élaborent des politiques intégrées et éclairées sur la façon de promouvoir les intérêts et les valeurs du Canada.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5[12], l'information, le renseignement et les conseils que fournit le Ministère satisfont aux critères de qualité quant au contenu et à la pertinence relativement aux intérêts et aux valeurs du Canada.	4

Faits saillants de la planification

Le réseau des agents du MAECD à l'administration centrale et dans les missions à l'étranger fournira en temps utile aux décideurs du gouvernement du Canada des renseignements, des analyses et des conseils de grande qualité, qui les aideront à établir les politiques et les priorités et à prendre des décisions, le tout de façon cohérente et éclairée, en matière d'affaires étrangères, de commerce et de développement.

Les comités de gouvernance et la haute direction du MAECD surveilleront la mise en œuvre des plans et des priorités du Ministère pour 2015-2016, de façon à assurer la cohérence des politiques et à cerner les possibilités de réaffectation des ressources.

Diverses stratégies pangouvernementales nationales, régionales et thématiques appuieront les plans et les priorités du Ministère, y compris ce qui suit :

- l'engagement diplomatique et commercial pour soutenir l'innovation et l'investissement étranger au moyen de stratégies sectorielles et d'accords commerciaux, selon le Plan d'action sur les marchés mondiaux du MAECD;
- des initiatives mises en œuvre dans le cadre de la Stratégie d'engagement du Canada dans les Amériques afin d'accroître les possibilités économiques dans l'hémisphère, de s'attaquer au problème de l'insécurité et de soutenir la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit;
- une politique canadienne cohérente en matière de développement, y compris par les négociations du

[12] Les indicateurs de rendement mesurés par une échelle à cinq points s'appuient sur un certain nombre d'indicateurs sous-jacents, à partir desquels une moyenne est consolidée afin de produire un résultat sur 5.

programme de développement pour l'après-2015, et de nouvelles mesures visant à améliorer les climats d'investissement dans les pays en développement et à renforcer la croissance économique durable générée par le secteur privé;

- des stratégies visant à améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, à promouvoir la protection et l'autonomisation des femmes, des enfants et des jeunes et à mettre fin aux mariages précoces et forcés ainsi qu'à la violence sexuelle en situation de conflit;
- un programme robuste de soutien à la démocratie, à la liberté, à la primauté du droit et aux droits de la personne (en particulier dans les États fragiles), y compris la liberté de religion et la protection des droits des groupes vulnérables;
- des stratégies visant à traiter les défis internationaux relatifs à la sécurité, en particulier à contrer les efforts de développement d'armes nucléaires en Iran, en Corée du Nord et en Syrie, et à accroître la sécurité et la stabilité dans les États fragiles et touchés par des conflits, tels que l'Ukraine, l'Afghanistan, la Syrie et l'Iraq;
- un plan de modernisation des services consulaires qui prend en compte la nature changeante des habitudes de voyage des Canadiens.

Des conseils et des services juridiques seront fournis afin de promouvoir et de défendre les droits et les obligations du Canada en vertu du droit international, y compris dans le cadre du règlement de différends et pour soutenir les intérêts du Canada dans l'Arctique.

2.1.1.1 Sous-programme : Information internationale et analyse

Description : Les décideurs du gouvernement du Canada obtiennent des produits d'information tels que des rapports de mission, des notes d'information ainsi que des études politiques et économiques, de sorte qu'ils connaissent bien les enjeux liés aux valeurs et aux intérêts internationaux du Canada.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
24 843 929	24 296 107	24 312 769	203	202	201

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Les décideurs du gouvernement du Canada connaissent bien les enjeux liés aux valeurs et aux intérêts internationaux du Canada.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les renseignements et les documents d'analyse fournis par le MAECD répondent aux attentes des décideurs du gouvernement du Canada en ce qui concerne leur contenu et leur pertinence quant aux valeurs et aux intérêts internationaux du Canada.	4

Faits saillants de la planification

Des produits d'information et d'analyse de grande qualité, comme des évaluations des menaces envers les missions, des rapports du Programme d'établissement de rapports sur la sécurité mondiale et des notes d'information, seront fournis en temps utile aux décideurs pour veiller à ce qu'ils soient bien au fait des enjeux liés aux valeurs et aux intérêts internationaux du Canada.

La production de travaux de recherche et d'analyses macroéconomiques sur le rendement commercial international du Canada, notamment au chapitre des chaînes de valeur mondiales et du commerce d'intégration, viendra soutenir l'élaboration de politiques et de programmes liés au commerce et à l'investissement.

Du renseignement, des études et des analyses fondées sur les faits concernant les nouvelles questions de politique internationale (y compris les processus liés au G-7 et au G-20) et en lien avec l'intégration des politiques et des priorités canadiennes en matière d'affaires étrangères, de commerce et de développement permettront de favoriser la cohérence dans l'élaboration des politiques et la prise de décisions au sein du Ministère.

2.1.1.2 Sous-programme : Conseils stratégiques en politique internationale

Description : Dans le cadre de ce sous-programme, les décideurs du gouvernement du Canada ont accès à différents produits pour la prise de décision dont des mémoires à des fins d'intervention, des notes d'information, des mémoires au Cabinet et des exposés, de telle sorte qu'ils connaissent bien les options relatives aux mesures et aux politiques en lien avec les valeurs et les intérêts internationaux du Canada.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
55 096 053	48 376 702	47 647 470	631	630	628

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Les décideurs du gouvernement du Canada connaissent bien les options en ce qui concerne les mesures et les politiques ayant une incidence sur les valeurs et les intérêts internationaux du Canada.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les conseils stratégiques formulés par le MAECD satisfont aux critères de qualité des décideurs du gouvernement du Canada quant au contenu et à la pertinence relativement aux valeurs et aux intérêts internationaux du Canada.	4

Faits saillants de la planification

Les décideurs auront accès en temps opportun à une vaste gamme de produits de grande qualité pour la prise de décision, comme des aide-mémoire, des exposés de position et des présentations au Conseil du Trésor, qui favorisent des décisions cohérentes et éclairées sur les enjeux liés aux valeurs et aux intérêts internationaux du Canada.

Des conseils stratégiques intégrés en matière d'affaires étrangères, de commerce et de développement, y compris des stratégies et des plans d'action pangouvernementaux qui guideront l'engagement international du Canada, favoriseront la formulation de politiques cohérentes.

La formulation de conseils intégrés et fondés sur des données probantes en matière d'enjeux stratégiques internationaux émergents, le suivi des enjeux et des tendances à moyen terme et la mise en œuvre d'un programme prospectif de recherche en politique internationale permettront de soutenir la planification et la cohérence des politiques du Ministère.

Le MAECD coordonnera l'élaboration des politiques pangouvernementales, préparera des conseils stratégiques et des séances d'information pour les dirigeants ministériels et gouvernementaux supérieurs et fournira un soutien stratégique pour les réunions internationales connexes, y compris les sommets du G-7 et du G-20, le Conseil de l'Arctique et l'engagement du Canada avec les Nations Unies (ONU).

Des conseils juridiques seront fournis afin d'aider les décideurs à promouvoir les intérêts du Canada en matière de politique étrangère, de commerce et de développement, y compris durant la présidence canadienne du Conseil de l'Arctique jusqu'en avril 2015, et par la suite.

2.1.2 Programme : Diplomatie, défense des intérêts et accords internationaux

Description : Le MAECD mise sur la diplomatie, la défense des intérêts et la prestation de programmes, à la lumière des consultations menées auprès des parties prenantes locales, afin de mobiliser et d'influencer les acteurs internationaux de manière à promouvoir les valeurs et les intérêts du Canada.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
905 984 385	926 044 354[13]	875 296 859[14]	875 039 680	1 641	1 643	1 641

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
La mobilisation des acteurs internationaux et l'exercice d'une influence sur ceux-ci favorisent l'adoption de mesures allant dans le sens des intérêts et des valeurs du Canada.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les positions du Canada sont prises en compte dans des initiatives/accords bilatéraux.	4
	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les positions du Canada sont prises en compte dans des initiatives/accords multilatéraux.	4
	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les positions du Canada sont prises en compte dans les négociations visant la conclusion d'accords commerciaux bilatéraux, plurilatéraux et multilatéraux.	Obtenir les données de référence.[15]

Faits saillants de la planification

Dans le cadre du Plan d'action sur les marchés mondiaux, le MAECD augmentera l'accès des exportateurs, des investisseurs et des innovateurs canadiens aux marchés en :

- travaillant à faire ratifier et à promouvoir l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et d'autres accords commerciaux conclus récemment, tels que l'Accord de libre-échange entre le Canada et la Corée;
- continuant de chercher à conclure des accords commerciaux internationaux, des accords sur le transport aérien et des accords de coopération nucléaire ainsi que de promotion et de protection des investissements étrangers avec des marchés prioritaires;
- mettant en œuvre des plans d'action à l'égard des principaux marchés asiatiques, y compris la Chine et l'Inde, et en faisant valoir le Canada comme étant un fournisseur fiable d'énergie et d'autres exportations du secteur primaire.

Le Ministère collaborera avec l'ONU, le G-7, le G-20, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et d'autres tribunes multilatérales pour mettre en œuvre des accords, comme l'Accord de partenariat stratégique Canada-Europe, visant à promouvoir les priorités du Canada, comme la réduction de la pauvreté, la démocratie, le respect des droits de la personne et la sécurité internationale. Pour cela, il :

- fera preuve d'un leadership fondé sur des principes au chapitre des droits de la personne, notamment la liberté de religion, travaillera à la protection et à l'autonomisation des femmes, des enfants et des jeunes, et continuera de mettre de l'avant un solide programme de renforcement de la démocratie;
- appuiera la sécurité et la stabilité dans les États et les régions fragiles, y compris la Syrie et l'Iraq;
- poursuivra ses efforts diplomatiques en faveur de la défense des droits et du développement afin de rétablir

[13] L'écart d'environ 20 millions de dollars entre le Budget principal des dépenses et les dépenses prévues pour l'exercice 2015-2016 est attribuable à l'augmentation du financement prévu des dépenses salariales (8,5 millions de dollars), à des révisions salariales pour les ERP (1 million de dollars) et au report de fonds du budget de fonctionnement prévu du MAECD pour 2014-2015 (10,5 millions de dollars).

[14] La baisse de 50 millions de dollars des dépenses prévues de 2015-2016 à 2016-2017 est surtout attribuable à l'élimination graduelle des programmes relatifs au bois d'œuvre résineux de 2006 (29 millions de dollars) et au Bureau de la liberté de religion (5 millions de dollars), à l'élimination graduelle du financement de quotes-parts (9 millions de dollars) ainsi qu'au report de fonds du budget de fonctionnement du MAECD de 2014-2015 à 2015-2016 (10,5 millions de dollars).

[15] Dans le présent rapport, toute référence à l'« obtention d'information de référence » dans la colonne « Cible » indique que c'est la première année de mise en œuvre des indicateurs de rendement. Les résultats recueillis en 2015-2016 serviront à établir les cibles de rendement pour les années subséquentes.

la stabilité en Ukraine et d'y promouvoir la mise en œuvre de réformes démocratiques et économiques;
- s'attaquera aux menaces pesant sur la sécurité internationale, y compris le terrorisme et le crime organisé transnational, la prolifération des armes de destruction massive, la sécurité de l'espace, le passage de clandestins, les maladies infectieuses et le danger que représentent les combattants étrangers;
- raffermira la responsabilité pour le développement et les efforts de transparence à l'échelle mondiale et nationale;
- militera en faveur du renforcement des institutions mondiales.

Conformément à la Stratégie d'engagement du Canada dans les Amériques, le Ministère appuiera les initiatives visant à soutenir la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit, en mettant l'accent sur les pays de l'Alliance du Pacifique et de l'Amérique centrale ainsi que le Brésil et Haïti.

Canada aidera à relever les défis internationaux de sécurité en exerçant un rôle de chef de file dans les tribunes bilatérales, régionales et multilatérales, y compris par la négociation d'accords de coopération nucléaire.

Le Ministère renforcera ses partenariats en matière d'économie, de sécurité et de gouvernance en Asie, y compris avec l'Inde, l'Asie du Sud-Est, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), et il cherchera à participer au Sommet de l'Asie de l'Est et à la réunion élargie des ministres de la Défense de l'ANASE.

Le Ministère continuera de resserrer les liens entre le Canada et les États-Unis, grâce à une coopération bilatérale. Pour cela, entre autres, il :

- appuiera la vision canado-américaine de la compétitivité économique et de la sécurité du périmètre ainsi que la mise en valeur du passage international de la rivière Detroit;
- participera à la gestion des ressources environnementales communes et s'attaquera avec efficacité aux enjeux commerciaux, y compris la promotion de Keystone XL et l'intervention contre les barrières protectionnistes comme Buy America.

Le Ministère coordonnera les visites des hauts fonctionnaires et des ministres de manière à mobiliser les décideurs en faveur du programme international du Canada. Des services de protocole seront offerts au premier ministre, au gouverneur général, aux cinq ministres du portefeuille et au corps diplomatique étranger au Canada afin de soutenir les relations internationales du Canada.

2.1.2.1 Sous-programme : Promotion des intérêts et diplomatie bilatérales et régionales

Description : Dans le cadre de ce sous-programme, des démarches, des visites officielles, des activités de diplomatie ouverte et d'autres initiatives axées sur l'accès aux marchés et la défense des intérêts servent à sensibiliser les décideurs bilatéraux et régionaux aux politiques et aux priorités internationales du Canada.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
201 276 934	196 611 477	196 673 137	1 178	1 182	1 181

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Les décideurs étrangers aux échelons bilatéral et régional sont sensibilisés aux politiques et aux priorités internationales du Canada et montrent qu'ils savent prendre des décisions et des mesures qui vont dans ce sens.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, des personnes influentes clés ont été jointes par le biais d'activités, de visites et de programmes de sensibilisation.	4
	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, des personnes influentes clés ont été mobilisées dans le cadre d'activités, de visites et de programmes de sensibilisation.	4
	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les services de protocole ont facilité les relations entre les décideurs étrangers et canadiens.	5

Faits saillants de la planification

Afin d'appuyer la Stratégie d'engagement du Canada dans les Amériques, le MAECD encouragera le développement et la sécurité régionale, notamment les réformes des systèmes de sécurité, en mettant l'accent sur les Caraïbes, Haïti, l'Amérique centrale et le Mexique. Il militera en faveur d'un hémisphère plus prospère, équitable, sûr et démocratique en renforçant les relations du Canada avec des groupes émergents et des partenaires clés tels que les pays de l'Alliance du Pacifique et le Brésil.

Le Ministère accroîtra la coopération avec les États-Unis et le Mexique pour favoriser la compétitivité et la sécurité de l'Amérique du Nord en :

- faisant la promotion des intérêts du Canada dans le secteur de l'énergie et des technologies connexes et en gérant les irritants commerciaux;
- agissant sur le plan bilatéral, notamment au sein du Conseil de coopération en matière de réglementation, du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, de la Commission permanente mixte de défense et du Partenariat Canada-Mexique;
- en travaillant au sein de tribunes trilatérales telles que le Sommet des dirigeants nord-américains.

Le Ministère continuera de faire avancer la politique étrangère du Canada pour l'Arctique et la Stratégie pour le Nord, notamment durant la présidence canadienne du Conseil de l'Arctique jusqu'en avril 2015, et par la suite.

Le Canada appuiera le processus de paix au Moyen-Orient et cherchera à améliorer le contexte des pourparlers de paix en concentrant ses efforts sur la sécurité, la justice et la croissance économique durable pour les Palestiniens, en défendant le droit d'exister d'Israël et en s'opposant aux actions unilatérales.

Le Canada accroîtra sa présence en Asie sur le plan économique, politique et de la sécurité en s'associant de plus près à l'ANASE et à l'APEC, en participant à des tribunes bilatérales telles que le Cadre Canada-Japon pour la paix et la sécurité et en intensifiant ses efforts pour mobiliser les dirigeants de la Chine, du Japon, de la Corée du Sud, de la Mongolie et de l'Inde.

Le Canada favorisera la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit au Moyen-Orient grâce à des efforts diplomatiques et à des démarches ciblées, notamment en parrainant la résolution annuelle de l'ONU sur la situation des droits de la personne en Iran, en entreprenant des activités de diplomatie directe auprès des Iraniens au moyen des médias sociaux et en collaborant avec des partenaires de la région, en particulier les Émirats arabes unis. Le Canada continuera de militer pour que l'Iran mette en œuvre les accords de non-prolifération nucléaire.

Le Ministère s'emploiera à soutenir les relations entre le Canada et l'Union européenne grâce à des mesures efficaces de défense des intérêts et de coopération dans le contexte des enjeux liés à l'énergie et à l'environnement, à la croissance et à la prospérité économiques, à la démocratie, aux droits de la personne et à l'Arctique.

Des initiatives d'engagement ciblées en Afrique permettront au Canada d'élargir ses relations dans les domaines de l'économie, de la sécurité et de la gouvernance et de promouvoir le commerce, l'investissement et l'innovation.

2.1.2.2 Sous-programme : Sommets et promotion des intérêts et diplomatie multilatérales

Description : Dans le cadre de ce sous-programme, des démarches, des visites officielles, des activités de diplomatie ouverte et d'autres initiatives axées sur l'accès et la défense des intérêts permettent de faire connaître les politiques et les priorités internationales du Canada dans les sommets et auprès des décideurs multilatéraux.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
61 341 817	58 934 137	58 884 237	191	189	188

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Les décideurs à l'échelon multilatéral et ceux qui participent aux sommets sont sensibilisés aux politiques et aux priorités internationales du Canada.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les représentants et les décideurs étrangers ont été sensibilisés grâce à des consultations, des négociations, des activités, des visites ou à la mise à exécution de programmes et de projets.	4
	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, certains représentants et décideurs étrangers ont été mobilisés.	4
	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les services de protocole ont facilité les relations entre les décideurs étrangers et canadiens lors de sommets et d'activités multilatérales.	5

Faits saillants de la planification

Les intérêts du Canada en matière de sécurité seront défendus en :

- présidant les rencontres relatives au Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques, qui réglemente l'accès aux engins de ce genre pouvant comporter des armes de destruction massive;
- continuant de participer à des tribunes multilatérales telles que le G-7, l'OTAN, le Sommet sur la sécurité nucléaire, l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques;
- en assumant son rôle à titre de neuvième donateur en importance pour les opérations de paix de l'ONU;
- en participant aux examens multilatéraux de l'ONU en 2015[16];
- en faisant preuve de leadership au chapitre de la politique internationale, de la défense des intérêts et de la diplomatie dans les dossiers relatifs à la sécurité et aux droits de la personne dans les tribunes multilatérales, ainsi qu'en mettant l'accent sur l'Iran, l'Iraq, l'Ukraine, la Syrie et la Corée du Nord, comme dans le cas de la Résolution des Nations Unies sur la situation des droits de la personne en Iran.

Le Ministère travaillera pour mettre fin aux mariages précoces et forcés ainsi qu'à la violence sexuelle dans les régions où sévissent des conflits, grâce à un leadership et à une présence efficaces dans les tribunes multilatérales de même que dans le cadre d'activités de défense des intérêts et d'initiatives internationales.

Le respect des droits de la personne, le rôle de la société civile et la primauté du droit seront renforcés en :

- finançant des organisations de la société civile qui augmentent la transparence, la responsabilisation et le respect de la démocratie;
- encourageant la protection des droits de la personne, notamment les droits des femmes et des enfants, des minorités sexuelles et de la liberté de religion par l'entremise du Bureau de la liberté de religion, d'organisations de la société civile canadiennes et de partenaires internationaux;
- rendant hommage aux dirigeants qui défendent les droits de la personne au moyen du prix John Diefenbaker pour la défense des droits de la personne et de la liberté.

Le Ministère fera progresser les intérêts et les valeurs du Canada au sein du Commonwealth, en appuyant les réformes visant à améliorer la responsabilisation, la transparence et les résultats. On mettra à l'avant-plan les

[16] En 2015, le Canada participera aux examens multilatéraux suivants : l'étude en profondeur en matière du maintien de la paix, l'examen de l'architecture de maintien de la paix de l'ONU, l'étude mondiale et l'examen de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, l'examen « Beijing +20 » relatif à la Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing en 1995 et l'évaluation du programme de développement pour l'après-2015.

intérêts et les valeurs du Canada au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie, avec l'aide de la secrétaire générale Michaëlle Jean, afin de poursuivre les initiatives visant à soutenir une croissance économique durable et à améliorer la santé des mères et des enfants.

2.1.2.3 Sous-programme : Contributions obligatoires à des organisations internationales

Description : Ce sous-programme permet le paiement rapide des contributions obligatoires et des quotes-parts grâce auxquelles le Canada continue d'avoir accès à plus de 40 organisations internationales et multilatérales.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
606 914 604	595 109 204	595 110 191	11	11	11

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Le Canada est capable d'accéder à des organisations internationales de façon à contribuer à la gestion de questions internationales et à assumer les responsabilités qui s'y rattachent.	Pourcentage des quotes-parts à des organisations multilatérales dont est membre le Canada, qui ont été payées en entier.	100 %
	Pourcentage des quotes-parts à des organisations multilatérales dont est membre le Canada, qui ont été payées dans les délais prescrits.	100 %

Faits saillants de la planification

Comme par le passé, le MAECD continuera de verser ses quotes-parts en entier, dans les délais prescrits et sans condition à des organisations internationales telles que les Nations Unies. Il continuera également de soutenir les organisations internationales présentes au Canada, telles que l'Organisation de l'aviation civile internationale et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, toutes deux situées à Montréal.

Des détails sur les contributions du Canada aux organisations internationales se trouvent à la Section III : Information additionnelle.

2.1.2.4 Sous-programme : Accords commerciaux, négociations, règlement de différends et contrôles

Description : Dans le cadre de ce sous-programme, le MAECD s'emploie à aplanir les obstacles à l'accès aux marchés au bénéfice des entreprises canadiennes en négociant des accords sur le commerce, l'investissement et le transport aérien, en s'attaquant aux différends commerciaux par le biais de la diplomatie et des mécanismes internationaux de règlement, et en veillant au respect des obligations du Canada en vertu de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* pour ce qui est du contrôle de l'échange de marchandises et de technologies précises.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
56 510 999	24 642 041[17]	24 372 115	261	261	261

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
La négociation d'accords commerciaux internationaux, aux échelons bilatéral, régional et multilatéral, préserve ou améliore l'accès au marché international	Nombre d'accords conclus (y compris des accords de libre-échange, des accords sur le transport aérien et des accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers).	10

[17] Le financement relié à l'Accord de 2006 sur le bois d'œuvre résineux doit expirer en mars 2016.

au bénéfice du Canada.		
Les obstacles à l'accès au marché auxquels sont confrontées les entreprises canadiennes à l'étranger et les différends commerciaux internationaux sont atténués ou réglés.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les obstacles systémiques à l'accès aux marchés, les différends ou d'autres problèmes relatifs aux enjeux stratégiques ont été atténués ou réglés avec efficacité en collaboration avec les partenaires, les parties prenantes et les responsables étrangers.	4
Le Canada s'acquitte de ses obligations en ce qui concerne le contrôle des exportations de marchandises et de technologies précises.	Pourcentage de licences et d'autres documents traités en conformité avec les normes de prestation de services.	95 %

Faits saillants de la planification

Le MAECD fera progresser la ratification de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne, et fera la promotion de l'Accord au Canada et en Europe.

Comme il est indiqué dans le Plan d'action sur les marchés mondiaux du MAECD, les partenariats économiques en Asie seront renforcés au moyen de la promotion du commerce, entre autres avec l'Inde et les états membres de l'ANASE. Le Canada continuera de défendre ses intérêts dans le cadre des négociations avec le Japon et le Partenariat transpacifique. Les relations économiques avec des marchés émergents, tels que la Chine et les Philippines, seront renforcées.

Des accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers seront négociés avec des marchés d'intérêt. De plus, en collaboration avec Transports Canada, le MAECD négociera et mettra en œuvre de nouveaux accords sur le transport aérien ou des accords sur le transport aérien assortis de dispositions étendues.

L'accès aux marchés dont profitent les entreprises canadiennes sera maintenu et élargi grâce à la coopération dans le secteur réglementaire et à la concrétisation rapide des obligations du Canada en vertu des accords commerciaux bilatéraux, régionaux et multilatéraux.

Les intérêts économiques et commerciaux du Canada seront favorisés au moyen de la gestion continue des différends commerciaux par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et grâce aux accords commerciaux du Canada.

Le MAECD continuera de remplir les obligations internationales du Canada relatif au contrôle des exportations de marchandises et de technologies précises en appliquant en temps opportun les mesures de contrôle requises, en évaluant les demandes et en communiquant ses décisions pour le contrôle des exportations.

2.2 Résultat stratégique 2 : Services de commerce international et consulaires destinés aux Canadiens — Les Canadiens sont satisfaits des services commerciaux et consulaires.

2.2.1 Programme : Commerce international

Description : Dans le cadre de ce programme, le MAECD fournit des services commerciaux ainsi que des conseils aux entreprises canadiennes et aide ces dernières dans la recherche de débouchés à l'étranger.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
170 922 571	181 217 243	175 425 216	175 540 327	1 324	1 326	1 326

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Les efforts des exportateurs, des innovateurs et des investisseurs canadiens à l'international sont couronnés de succès.	Nombre d'accords commerciaux conclus avec l'aide du Service des délégués commerciaux (SDC).	1 000
	Pourcentage des entreprises canadiennes qui se disent satisfaites des services commerciaux fournis par le SDC.	80 %
On facilite, accroît ou maintient l'investissement étranger direct.	Nombre de projets réussis (gains) en matière d'investissements étrangers directs grâce à l'aide du SDC.	100

Faits saillants de la planification

Le Service des délégués commerciaux du MAECD soutiendra les efforts commerciaux des entreprises canadiennes sur la scène internationale, notamment les petites et moyennes entreprises, par la mise en œuvre du Plan d'action sur les marchés mondiaux du Ministère, y compris :

- la définition des marchés prioritaires, tant établis qu'émergents;
- des activités de promotion accrues en matière de commerce;
- le soutien à l'établissement de partenariats commerciaux;
- la mise en œuvre de stratégies pluriannuelles sur les marchés afin de créer des possibilités de développement du commerce international.

Les possibilités d'investissement dans les secteurs et les marchés prioritaires seront favorisées en tirant profit du réseau du MAECD à l'étranger et en intensifiant la collaboration avec les partenaires d'investissement au Canada. Le programme Investissement Canada-Initiatives des communautés du MAECD permettra de soutenir les communautés canadiennes cherchant à renforcer leurs capacités d'attirer, de retenir et d'accroître les investissements étrangers directs.

Le programme Opportunités mondiales pour les associations continuera de soutenir les associations nationales qui cherchent à amorcer ou à poursuivre des activités de développement des affaires à l'échelle internationale, dans des marchés et des secteurs stratégiques, au bénéfice d'industries dans leur ensemble.

La présence du Canada sur les marchés internationaux prioritaires sera renforcée au moyen de missions commerciales dirigées par les ministres, qui seront ciblées et axées sur les secteurs. On fera la promotion du rôle du Canada en tant que partenaire commercial de premier plan, notamment sur les marchés prioritaires, et les activités d'exportation du Canada seront facilitées grâce à la coordination entre les partenaires du portefeuille du commerce international.

2.2.1.1 Sous-programme : Développement du commerce international par la promotion des exportations et du commerce au Canada et à l'étranger

Description : Ce sous-programme contribue à faire en sorte que les clients d'affaires canadiens soient mieux au fait des services, des personnes-ressources et des occasions qui se présentent à l'échelle internationale afin d'y avoir accès plus facilement.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
142 938 463	137 985 752	138 102 434	1 178	1 180	1 180

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Des clients des milieux d'affaires canadiens ont accès à des services, à des personnes-ressources et à	Nombre de débouchés commerciaux diffusés.	5 000
	Pourcentage de clients tentant activement de conclure des accords commerciaux.	55 %

des occasions d'affaires grâce auxquels ils peuvent accéder à des débouchés commerciaux à l'échelle internationale.	Pourcentage de clients ayant indiqué que le Service des délégués commerciaux les a aidés à établir des liens avec des clients, des partenaires ou toute autre personne-ressource, ce qui aurait été difficile sans son aide.	60 %

Faits saillants de la planification

Le Service des délégués commerciaux du Ministère appuiera les entreprises canadiennes en fournissant des pistes de réseautage pour les occasions d'affaires aux clients à fort potentiel, en facilitant la mobilité des entreprises et en participant aux initiatives sectorielles stratégiques.

Le soutien national au commerce international sera renforcé au moyen d'initiatives de mobilisation ciblées par le ministre du Commerce international, le sous-ministre du Commerce international, le délégué commercial en chef et les chefs des missions canadiennes.

Le programme du Canada en matière de politique étrangère et de commerce continuera de profiter de l'engagement avec les partenaires fédéraux-provinciaux-territoriaux et la Fédération canadienne des municipalités, ainsi que du détachement de délégués commerciaux auprès d'organisations partenaires du secteur privé.

La coordination entre les partenaires internationaux du portefeuille du commerce international, y compris Exportation et développement Canada, la Banque de développement du Canada et la Corporation commerciale canadienne, permettra de faciliter les exportations canadiennes, de manière à renforcer la cohérence du portefeuille commercial et de soutenir les investissements dans les pays en développement. Les intérêts du Canada continueront d'être promus dans les tribunes d'institutions financières et de banques de développement. Le Canada aidera les entreprises canadiennes à renforcer leurs pratiques en matière de responsabilité sociale des entreprises et de maximiser les retombées que leurs investissements peuvent apporter aux pays d'accueil.

Les secteurs prioritaires de l'industrie canadienne seront davantage en mesure de réussir sur la scène internationale grâce à des efforts ciblés, comme ceux définis dans la Stratégie d'éducation internationale du MAECD, la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense et la Stratégie sur le secteur extractif.

2.2.1.2 Sous-programme : Investissement étranger direct au Canada

Description : Ce sous-programme aide à faire savoir aux investisseurs étrangers que le Canada est un endroit concurrentiel pour l'investissement et contribue aussi aux efforts déployés pour faciliter, accroître ou maintenir l'investissement étranger direct.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
24 811 355	24 240 724	24 237 469	95	95	95

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Les investisseurs étrangers savent que le Canada est une destination concurrentielle pour l'investissement.	Nombre d'investisseurs étrangers éventuels à des événements portant expressément sur l'investissement.	1 000
	Pourcentage des investisseurs étrangers éventuels qui sont désormais plus sensibles au fait que le Canada est une destination concurrentielle pour l'investissement.	75 %
Les investisseurs étrangers manifestent leur intérêt pour les destinations canadiennes en matière d'investissement.	Nombre de visites d'investissement effectuées au Canada qui ont été facilitées par le Service des délégués commerciaux.	175

Faits saillants de la planification

Les initiatives et les activités ciblées auprès des décideurs du milieu des affaires sur les marchés prioritaires et émergents, qui visent à promouvoir le Canada comme un partenaire commercial fiable, permettront d'accroître la sensibilisation et l'intérêt des investisseurs étrangers envers les possibilités d'investissement au pays.

La prestation de services aux investisseurs potentiels au Canada sera renforcée grâce au réseau du MAECD à l'étranger et à une collaboration accrue avec la grande communauté des partenaires d'investissement au Canada.

Le nombre de projets d'investissement étranger facilités au Canada sera maintenu grâce à la mise en œuvre du programme de promotion et d'attraction des investissements étrangers directs, lequel misera notamment sur les visites exploratoires d'investisseurs étrangers potentiels.

2.2.1.3 Sous-programme : Innovation, science et technologie internationale

Description : Ce sous-programme aide les clients des milieux d'affaires canadiens à accéder à des réseaux, à des partenaires et à des ressources qui renforcent leur capacité à innover.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
13 467 425	13 198 740	13 200 424	51	51	51

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Les entreprises clientes canadiennes ont accès à des réseaux, à des partenaires et à des ressources qui renforcent leur capacité d'innover.	Nombre de partenariats internationaux en recherche et innovation qui ont été facilités par le Service des délégués commerciaux.	100
	Nombre de débouchés internationaux dans l'innovation en matière de recherche qui ont été diffusés.	250

Faits saillants de la planification

Le MAECD continuera de mettre en œuvre sa Stratégie internationale en science, en technologie et en innovation afin d'accroître ses réussites en innovation dans les secteurs largement axés sur le savoir et l'exportation. Les entreprises canadiennes obtiendront un meilleur accès à des réseaux, à des partenaires et à des ressources technologiques internationaux dans les secteurs alignés sur le Plan d'action sur les marchés mondiaux.

Pour accroître les débouchés en matière d'innovation et d'investissement, il est prévu d'attirer l'attention sur l'excellence canadienne dans les secteurs des sciences, de la technologie et de l'innovation dans d'importantes enceintes bilatérales.

Des accords bilatéraux en science, en technologie et en innovation pour des pays prioritaires continueront de contribuer aux résultats commerciaux.

2.2.2 Programme : Services consulaires et gestion des urgences

Description : Dans le cadre de ce programme, le MAECD assure la prestation d'une aide et de conseils de nature consulaire qui soient de la meilleure qualité à l'intention des Canadiens qui voyagent à l'étranger. De même, le MAECD coordonne l'intervention du gouvernement du Canada lorsque des situations d'urgence touchent des Canadiens à l'étranger.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
45 337 728	49 121 598	47 177 974	47 183 598	390	392	393

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Les Canadiens sont mieux informés sur la façon de voyager de façon responsable et en toute sécurité.	Nombre d'abonnés (dans la base d'abonnés) à l'ensemble des sites de médias sociaux portant sur les voyages.	15 000
L'intervention pangouvernementale en cas d'urgence est coordonnée promptement.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les interventions en cas d'urgence sont coordonnées promptement avec celles des autres ministères fédéraux.	4
Les Canadiens bénéficient d'une aide consulaire courante satisfaisante à l'étranger.	Pourcentage de Canadiens satisfaits des services consulaires courants.	90 %

Faits saillants de la planification

Le Ministère continuera d'aider Canadiens à se préparer à voyager à l'étranger en tout sécurité et de manière responsable en leur fournissant des renseignements et des avertissements à jour sur les voyages dans le site voyage.gc.ca.

Sous la direction de la ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires), le Canada poursuit la modernisation des services consulaires par la mise en œuvre du Plan consulaire du XXI^{e} siècle (voir détails ci-dessous).

Les partenariats consulaires en vigueur seront renforcés, et de nouveaux partenariats seront négociés, tant au Canada qu'à l'étranger, afin d'accroître les services consulaires pour les Canadiens voyageant ou vivant à l'extérieur du Canada.

Les Canadiens continueront de profiter de partenariats étroits sur le plan consulaire avec les alliés traditionnels du Canada, comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les États-Unis.

2.2.2.1 Sous-programme : Assistance consulaire aux Canadiens

Description : Ce sous-programme aide à s'assurer que les Canadiens qui se rendent à l'étranger obtiennent en temps utile des renseignements exacts sur la façon de voyager en toute sécurité et de manière responsable. Il offre aussi aux Canadiens en situation de détresse à l'étranger de l'aide consulaire en plus des services consulaires, de citoyenneté et de passeport couramment offerts dans le réseau des missions du Canada à l'étranger.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
27 001 571	25 759 947	25 771 205	247	248	249

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Les Canadiens qui se rendent à l'étranger obtiennent en temps opportun des renseignements exacts sur la façon de voyager en toute sécurité et de manière responsable.	Augmentation, en pourcentage du nombre d'abonnés aux Dernières nouvelles sur les voyages.	15 %
Les Canadiens en situation de détresse à l'étranger	Pourcentage des cas de situation de détresse où	85 %

reçoivent à point nommé l'aide consulaire nécessaire.	l'intervention a eu lieu dans les 24 heures (tous les cas de détresse).	
À l'étranger, les Canadiens reçoivent des services courants satisfaisants en ce qui concerne les passeports, les services consulaires et la citoyenneté.	Pourcentage des clients qui se disent satisfaits de la qualité des services consulaires (la rapidité des services, l'exactitude des renseignements fournis et la courtoisie du personnel).	90 %

Faits saillants de la planification

Le gouvernement du Canada continuera d'offrir les meilleurs services consulaires possibles aux Canadiens à l'étranger. Le MAECD continuera de moderniser ses services consulaires par la mise en œuvre du Plan consulaire du XXI[e] siècle, qui repose sur quatre initiatives clés :

- Initiative visant à donner priorité aux enfants : Cette initiative renforcera la capacité du Canada à traiter les questions consulaires touchant des enfants canadiens par la voie d'un soutien accru de la part de l'Unité consulaire pour les enfants vulnérables. Cette unité est constituée d'analystes de la politique spécialisés et d'agents de gestion de cas affectés aux questions touchant les familles et les enfants, et permet au Canada de faire preuve de leadership à l'égard d'enjeux émergents tels que le mariage précoce et forcé, et de trouver de nouvelles façons d'aider à résoudre les cas d'enlèvements internationaux d'enfants, y compris par la prévention;
- Initiative de sensibilisation ciblée : Cette initiative visera à sensibiliser et à préparer les Canadiens à l'égard des voyages à l'étranger et prendra appui sur Voyage.gc.ca, le guichet unique du Canada pour les conseils aux voyageurs;
- Initiative du virage numérique : Cette initiative comprend la nouvelle application Bon voyage qui permettra aux Canadiens d'accéder aux informations et aux avis de voyage du MAECD, de s'inscrire auprès du service d'Inscription des Canadiens à l'étranger et d'avoir accès à une assistance consulaire n'importe où dans le monde;
- Initiative de renforcement du réseau d'intervention : Cette initiative visera à consolider la coopération consulaire et à améliorer la capacité d'intervention du Canada en cas de situation d'urgence internationale grâce à de nouveaux partenariats dans le monde; soutenir l'Équipe permanente de déploiement rapide; améliorer l'utilisation des réseaux des consuls honoraires et des coordonnateurs d'urgence; et mettre en place les modèles régionaux de prestation de services.

2.2.2.2 Sous-programme : Préparation et intervention en cas d'urgence

Description : Ce sous-programme permet aux Canadiens à l'étranger de recevoir rapidement les services consulaires d'urgence dont ils ont besoin en plus d'offrir, à l'échelle du gouvernement, une capacité d'intervention opportune et coordonnée en cas d'urgence internationale

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
22 120 027	21 418 027	21 412 393	143	144	144

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Les Canadiens à l'étranger reçoivent des services consulaires d'urgence pertinents en temps opportun.	Pourcentage des appels auxquels le Centre de surveillance et d'intervention d'urgence a répondu qui satisfont aux normes établies.	80 %
	Pourcentage de messages envoyés par le service Inscription des Canadiens à l'étranger aux personnes inscrites selon les normes	100 %

	établies.	
La capacité de l'ensemble du gouvernement à faire face aux situations d'urgence est maintenue.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, la capacité de faire face aux situations d'urgence est maintenue.	4

Faits saillants de la planification

Les capacités de préparation et d'intervention en cas d'urgence du MAECD seront renforcées par l'amélioration de la fonction de surveillance des urgences, ainsi que des outils de planification et de préparation, comme les modèles de continuité des activités et les plans d'urgence des missions. Les Canadiens ont accès à un soutien d'urgence en tout temps et aux conseils aux voyageurs en dehors des heures normales d'ouverture des missions par le biais du Centre de surveillance et d'intervention d'urgence. Le Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction du MAECD continuera de compléter ces services au moyen d'une couverture en tout temps et sur appel des catastrophes naturelles à l'étranger.

Les capacités de préparation et d'intervention en cas d'urgence des missions seront renforcées grâce à l'amélioration des outils de planification des urgences, à l'établissement de partenariats nationaux et internationaux et à la recherche soutenue de solutions novatrices pour relever les défis liés à la gestion des urgences. Par exemple, un service de messagerie texte bidirectionnel sera ajouté à la trousse d'outils utilisée par le Ministère pour permettre aux Canadiens de communiquer avec le CSIU en cas d'urgence en envoyant des messages textes à partir de leur appareil mobile.

Afin de répondre aux incidents critiques qui affectent les Canadiens ou les intérêts canadiens à l'étranger, le MAECD maintiendra également son équipe permanente de déploiement rapide, qui est composée d'agents qualifiés et expérimentés pouvant être déployés dans des situations d'urgence internationales en quelques heures. Ceci permettra d'offrir une capacité d'appoint à l'étranger.

Des initiatives de sensibilisation encourageront les Canadiens voyageant à l'étranger à participer au service Inscription des Canadiens à l'étranger du MAECD, qui permet de les joindre facilement en temps de crise.

Le MAECD continuera d'appuyer la coordination internationale des interventions en cas d'urgence en menant des exercices et des activités de formation sur la gestion des urgences, conjointement avec des pays aux vues similaires.

2.3 Résultat stratégique 3 : Développement international et réduction de la pauvreté — La pauvreté est réduite et la sécurité internationale et la démocratie sont accrues pour les gens vivant dans des pays où le Canada intervient.

2.3.1 Programme : Sécurité internationale et développement démocratique

Description : Ce programme contribue à une sécurité internationale accrue en renforçant la capacité des gouvernements étrangers, de la société civile et des organismes internationaux de gérer les défis liés à la sécurité internationale, comme la criminalité transnationale, le terrorisme et les armes de destruction massive. Il favorise aussi la démocratie par l'entremise de projets qui visent à travailler avec des partenaires pour promouvoir la participation aux processus politiques, accroître le respect des droits de la personne, renforcer la primauté du droit et encourager l'établissement d'institutions démocratiques efficaces et responsables. Le programme vise une collaboration avec les partenaires afin de créer une assise stable et démocratique nécessaire à la paix, au développement durable et à la réduction de la pauvreté.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
377 802 527	379 207 340	237 366 946[18]	229 789 590	148	149	149

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Stabilité régionale et mondiale accrue pendant les situations de crise grâce aux activités du MAECD.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les partenaires internationaux soutenus par le MAECD sont plus à même d'aborder l'insécurité mondiale et de réagir aux menaces.	Obtenir les données de référence.
Capacité internationale accrue des bénéficiaires des programmes du MAECD de prévenir les menaces posées par le crime international, le terrorisme ainsi que les armes et le matériel de destruction massive, et d'y réagir.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les bénéficiaires des programmes du MAECD fournissent l'infrastructure, les outils et les connaissances spécialisées pour prévenir et atténuer les menaces à la sécurité transnationales posées par le crime international, le terrorisme ainsi que les armes et le matériel de destruction massive, et y réagir.	Obtenir les données de référence.
Plus grande autonomisation des personnes et des groupes pour qu'ils prennent part à la prise de décision démocratique et jouissent des droits de la personne, grâce au soutien du MAECD.	Nombre de partenaires dans certains pays soutenus par le MAECD dans leurs efforts visant à faire progresser la démocratie.	Obtenir les données de référence.

Faits saillants de la planification

Le MAECD contribuera à la sécurité internationale en rehaussant la capacité des gouvernements étrangers et des organismes internationaux de gérer toute une gamme de défis liés à la sécurité régionale et internationale. Au cours de l'année à venir, le Ministère mènera notamment des programmes pour renforcer la sécurité et la stabilité en Ukraine, en Afghanistan, en Jordanie, dans la région du Sahel, en Syrie et en Iraq.

Des programmes ciblés serviront à renforcer les capacités internationales afin de faire face aux menaces découlant des combattants étrangers, à la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, au passage de clandestins et aux maladies infectieuses.

Par ailleurs, le Ministère continuera de collaborer avec ses partenaires dans les États fragiles et dans les États opérant une transition vers la démocratie pour favoriser une approche de soutien à la démocratie qui soit robuste. Il s'agira, entre autres, de promouvoir la participation des femmes et des filles, ainsi que des personnes handicapées et des membres d'autres groupes sous-représentés aux processus politiques, de renforcer le respect des droits de la personne et de la primauté du droit, de doter la société civile des moyens d'agir et de soutenir l'établissement d'institutions publiques efficaces et responsables.

2.3.1.1 Sous-programme : Sécurité internationale et réduction des menaces

Description : Ce sous-programme accroît la capacité des gouvernements étrangers et des organismes internationaux de prévenir les menaces que constituent la criminalité internationale, le terrorisme ainsi que les armes de destruction massive et les matières connexes, et d'y faire face.

[18] La réduction d'environ 141 millions de dollars en dépenses prévues de 2015-2016 à 2016-2017 est attribuable à l'élimination graduelle du financement du Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction et du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales (130 millions de dollars), ainsi qu'à la réaffectation de paiements de transfert entre programmes (11 millions de dollars).

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
229 406 907	97 455 045	99 115 595	89	89	89

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Meilleurs délais d'intervention à l'international par le gouvernement du Canada pour ce qui est des défis liés à la paix et à la sécurité, notamment la coordination de situations de crise.	Nombre de crises internationales auxquelles le MAECD a réagi de manière opportune.	Obtenir les données de référence.
Institutions gouvernementales et société civile renforcées dans des pays soutenus par le MAECD qui sont fragiles ou touchés par un conflit.	Nombre d'institutions gouvernementales et d'organisations de la société civile, situées dans des pays soutenus par le MAECD qui sont fragiles ou touchés par un conflit, en mesure de fournir de meilleurs services à la population lors de crises.	Obtenir les données de référence.
Capacité renforcée des bénéficiaires des programmes du MAECD à prévenir les menaces à la sécurité transnationales posées par le crime international, le terrorisme ainsi que les armes et le matériel de destruction massive, et à y réagir, grâce à l'approvisionnement en équipement et en infrastructure et à l'octroi de formation avec le soutien du MAECD.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les bénéficiaires des programmes du MAECD sont plus à même de prévenir et d'atténuer les menaces à la sécurité transnationales posées par le crime international, le terrorisme ainsi que les armes et le matériel de destruction massive, et d'y réagir, en raison du soutien du MAECD.	Obtenir les données de référence.

Faits saillants de la planification

La stabilité dans les États fragiles ou en conflit sera améliorée, ce qui profitera aux intérêts de sécurité du Canada, grâce à des programmes de stabilisation, à des activités de soutien de la paix et à un appui efficace aux programmes.

Le Ministère répondra aux crises d'une manière pangouvernementale et en temps opportun.

Le MAECD travaillera pour renforcer les moyens dont les partenaires internationaux disposent pour prévenir et enrayer les menaces pesant sur la sécurité régionale et mondiale, en menant des initiatives appuyées par son Fonds pour la paix et la sécurité mondiales, ses programmes de renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme et la criminalité et son Programme des partenariats mondiaux.

Afin de réduire le trafic des matières nucléaires et radiologiques, le MAECD renforcera la capacité des gouvernements étrangers, y compris ceux de la Jordanie, du Mexique et du Pérou, de détecter et de contrôler les matières radioactives.

De plus, le Ministère continuera de fournir un appui pour restreindre les déplacements des combattants étrangers.

2.3.1.2 Sous-programme : Soutien à la démocratie, aux droits de la personne, à la liberté et à la primauté du droit

Description : Au moyen de ce sous-programme, le MAECD encourage le développement et le maintien de sociétés pluralistes, démocratiques et bien gouvernées dont les gouvernements responsables répondent efficacement aux besoins de leurs citoyens, notamment en respectant les droits de la personne et la primauté du droit.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
149 800 433	139 911 901	130 673 995	59	60	60

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Participation accrue ou maintenue aux processus de prise de décision démocratiques, à la suite du soutien du MAECD.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les partenaires internationaux sont plus à même d'accroître ou de maintenir la participation aux processus de prise de décision démocratiques, à la suite du soutien du MAECD.	Obtenir les données de référence.
Promotion, protection et respect accrus de la primauté du droit et des droits de la personne, notamment la liberté de religion, à la suite du soutien du MAECD.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les partenaires internationaux sont plus à même d'accroître la promotion et la protection de la primauté du droit et des droits de la personne, notamment la liberté de religion, à la suite du soutien du MAECD.	Obtenir les données de référence.
Meilleure influence de la société civile sur la sensibilisation des institutions publiques aux besoins et aux droits des personnes et des groupes, à la suite du soutien du MAECD.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, les partenaires de la société civile dans certains pays sont plus à même de chercher à influencer les lois et les règlements qui répondent aux besoins et aux droits des personnes, à la suite du soutien du MAECD.	Obtenir les données de référence.

Faits saillants de la planification

Le MAECD fournira un soutien axé sur les programmes-pays afin de renforcer la démocratie, la primauté du droit, le respect des droits de la personne et les droits des groupes vulnérables, dans un cadre cohérent et solide harmonisé avec les valeurs et les intérêts du Canada.

Le Ministère offrira aussi un soutien par l'intermédiaire de ses programmes en vue de promouvoir le droit fondamental à la liberté de religion dans les pays et les régions où la liberté de culte ou de croyance est menacée, et d'appuyer les efforts visant à mettre fin aux mariages précoces et forcés.

Le Canada continuera de faire preuve de leadership au chapitre de la démocratie à l'étranger en appuyant :

- la société civile et les organisations en faisant partie;
- les institutions et les processus et électoraux;
- l'indépendance des médias et la liberté dans Internet;
- les assemblées législatives et autres organes de représentation;
- la primauté du droit, y compris l'impartialité, l'accessibilité et l'efficacité du système judiciaire;
- la protection des droits de la personne;
- les systèmes de partis politiques pluralistes, représentatifs, durables et fondés sur des politiques.

En particulier, le MAECD mettra à profit les ressources, l'expertise et l'innovation grâce à des partenariats efficaces avec les organisations de la société civile canadienne et des pays en développement.

2.3.2 Programme : Développement international

Description : Ce programme contribue à la réduction de la pauvreté grâce à une aide à long terme dans les pays en développement qui ont démontré qu'ils avaient la capacité de planifier et de promouvoir des initiatives de réduction de la pauvreté. Les thèmes des programmes prioritaires correspondent à l'expertise que le Canada possède, notamment en a qui a trait à la croissance économique durable, aux enfants et aux jeunes et à la sécurité alimentaire. Une des initiatives clés du Canada dans le cadre de ce programme comprend l'engagement qu'il a pris d'améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
2 491 018 462	2 497 543 949	2 513 160 007	2 483 812 370	760	767	767

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Plus grande prospérité économique durable des personnes pauvres, surtout les femmes et les jeunes, dans des pays où le MAECD mène des programmes de développement.	Croissance du revenu pour 40 % des ménages les plus pauvres dans des pays où le MAECD mène des activités.	Obtenir les données de référence.
Plus grand bien-être et plus grande autonomisation des enfants et des jeunes dans des pays où le MAECD mène des programmes de développement.	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans dans des pays où le MAECD mène des activités.	Obtenir les données de référence.
Sécurité alimentaire accrue des populations souffrant d'insécurité alimentaire dans des pays où le MAECD mène des programmes de développement.	Pourcentage du total des ménages bénéficiant de la sécurité alimentaire dans des pays où le MAECD mène des activités.	Obtenir les données de référence.

Faits saillants de la planification

Le Canada continuera de travailler avec 25 pays ciblés et 12 autres pays partenaires[19] aux fins du développement. Ceux-ci ont été choisis en fonction de leurs besoins, de leur capacité de profiter de l'aide canadienne et de leur alignement sur les priorités de la politique étrangère du Canada.

On fera la promotion de la croissance économique durable et de la réduction de la pauvreté par l'amélioration des cadres réglementaires et des climats d'investissement, y compris l'amélioration de la responsabilisation et de la transparence du secteur public, le soutien à l'intégration des petites entreprises aux chaînes de valeur nationales, régionales et mondiales, ainsi que l'amélioration des compétences des femmes et des hommes vivant dans la pauvreté et le renforcement de leur capacité à tirer profit des possibilités sur le marché du travail.

Un avenir meilleur pour les enfants et les jeunes dans les pays en développement sera soutenu par des services d'éducation et à l'enfance ciblé. À la suite de l'annonce du premier ministre d'un montant supplémentaire de 3,5 milliards de dollars pour la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (SMNE) de 2015 à 2020, le MAECD mettra l'accent sur quatre domaines de programmation SMNE (voir détails dans la section 2.3.2.2).

En 2015-2016, la sécurité alimentaire demeurera une priorité. Le Ministère rehaussera la production des petits exploitants agricoles, l'accent étant mis sur les techniques agricoles adaptées à l'échelle locale, en améliorant la valeur nutritive des aliments, et en aidant les petites entreprises à accéder à des services commerciaux, comme le microcrédit et l'assurance, afin qu'elles puissent améliorer le rendement de leurs cultures et profiter de meilleures chaînes de valeur agricoles.

Le MAECD encouragera les intervenants non traditionnels, tels que le secteur privé, la diaspora et les organisations à vocation scientifique et technologique, à collaborer avec les intervenants traditionnels du développement. Il s'efforcera aussi d'accroître la responsabilisation mutuelle entre partenaires pour une meilleure transparence et une plus grande efficacité des résultats.

[19] Pour la liste des pays ciblés et des pays partenaires, consultez le site Web du MAECD à www.international.gc.ca/development-developpement/countries-pays/index.aspx?lang=fra.

Le Ministère continuera d'intégrer trois thèmes d'aide qui se recoupent, à savoir l'environnement, l'égalité entre les hommes et les femmes et la gouvernance, dans tous ses programmes de développement international afin de garantir la viabilité des investissements canadiens.

2.3.2.1 Sous-programme : Croissance économique durable

Description : Ce sous-programme aide les pays en développement à améliorer leur capacité de gérer et de faire croître leurs économies et à offrir davantage de possibilités économiques à leurs citoyens. Pour cela, il améliore le climat général d'investissement, il favorise la croissance des petites entreprises, et particulièrement celles dirigées par des femmes, et il investit dans l'emploi et dans les compétences en gestion d'entreprise des personnes, en particulier des femmes et des jeunes.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
776 937 103	803 479 400	819 577 133	223	226	226

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Meilleur climat d'investissement dans les régions et les pays où le MAECD mène des programmes de développement, et ce, de façon durable.	Nombre (par rapport au nombre total recommandé) de lois, de règlements, d'amendements ou de codes promulgués, abolis ou révisés afin de soutenir une croissance économique inclusive, durable et viable sur le plan de l'environnement dans des pays où le MAECD mène des activités	Obtenir les données de référence.
Accès accru des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, surtout celles dirigées par des femmes, à des services de développement des entreprises et à des services financiers dans des pays où le MAECD mène des programmes de développement.	Nombre de microentreprises et de petites et moyennes entreprises qui bénéficient de l'accès à des services de développement des entreprises ou de l'accès à des services financiers (y compris le microfinancement) dans des pays où le MAECD mène des activités.	Obtenir les données de référence.
Plus grande participation des personnes, en particulier les femmes et les jeunes, à des activités économiques dans des pays où le MAECD mène des programmes de développement.	Nombre de personnes qui occupent un emploi après avoir terminé une formation dans des pays où le MAECD mène des activités.	Obtenir les données de référence.

Faits saillants de la planification

Pour créer des débouchés pour tous, notamment pour les femmes, le MAECD créera un contexte propice à l'épanouissement des microentreprises et des petites et moyennes entreprises. Le climat général des investissements sera amélioré grâce à une réglementation efficace et transparente, au respect de la primauté du droit et à une responsabilisation accrue des institutions publiques.

Le MAECD aidera les pays à accéder à un financement, et à gérer celui-ci, pour réaliser des projets d'immobilisations comme des grands projets d'infrastructure. Cet objectif sera atteint par la voie du programme Croissance par l'investissement et le commerce en Asie du MAECD et à grâce à une participation à l'initiative mondiale du G-20 en faveur des infrastructures et au Mécanisme mondial de financement des infrastructures de la Banque mondiale.

Le climat pour les investissements étrangers directs dans les pays en développement sera amélioré en renforçant la capacité de ceux-ci de réguler et de surveiller les marchés et les banques et d'établir des cadres juridiques et financiers qui sont mis en œuvre de manière transparente, assortis de freins et contrepoids appropriés, au sein de la société civile.

Le Canada présidera le Comité directeur de l'Initiative de refonte du financement du développement que le Forum économique mondial et l'Organisation de coopération et de développement économiques ont lancée. Celle-ci vise à multiplier, pour les intervenants non traditionnels (secteur privé, philanthropes), les possibilités d'investissement dans les pays en développement en recourant à des produits financiers novateurs et en améliorant les outils d'atténuation des risques et les outils de financement assortis de conditions favorables.

Le MAECD ciblera des secteurs prioritaires comme l'agriculture et la gouvernance des ressources naturelles. Il :

- aidera les pays en développement à respecter les engagements qu'ils ont pris dans le cadre de l'Initiative relative à la transparence des industries extractives en ce qui concerne la gestion transparente et socialement responsable du secteur de l'extraction;
- renforcera le partenariat avec le Canadian International Resources and Development Institute en vue de tirer parti de l'expertise en extraction du secteur privé canadien afin de stimuler la croissance économique dans les pays en développement;
- utilisera son Programme de coopération avec les industries extractives pour un développement économique amélioré afin de lancer des projets novateurs dans le secteur en question en Afrique;
- améliorera la productivité et les capacités des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et il les aidera à s'intégrer dans les chaînes de valeur locales, régionales et mondiales. Ce travail est étroitement lié aux objectifs du Ministère en matière de la sécurité alimentaire.

Les compétences et les droits des travailleurs, de même que l'autonomisation économique des femmes, seront renforcés pour faire en sorte que les pauvres puissent profiter de meilleures possibilités économiques.

2.3.2.2 Sous-programme : Enfants et jeunes, y compris la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants

Description : Ce sous-programme contribue au bien-être et à l'autonomisation des enfants et des jeunes dans les pays en développement ciblés, en améliorant les services de santé offerts aux mères, aux nouveau-nés et aux enfants, en favorisant un meilleur accès équitable à une éducation de qualité et à l'apprentissage et en assurant une meilleure protection contre la violence, l'exploitation et les traitements abusifs.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
1 209 405 468	1 208 447 123	1 167 445 848	291	295	295

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Meilleur accès équitable à des services de santé intégrés et complets pour les enfants et les mères dans des pays où le MAECD mène des programmes de développement.	Nombre de femmes qui ont accouché d'un enfant en vie et auxquelles un intervenant de la santé qualifié a prodigué des soins prénatals dans des pays où le MAECD mène des activités.	Obtenir les données de référence.
Parachèvement d'une éducation de base de qualité plus fréquent et occasions d'apprentissage plus nombreuses pour les filles, les garçons et les jeunes dans des pays où le MAECD mène des programmes de développement.	Nombre de garçons et de filles qui achèvent une éducation de base dans des pays où le MAECD mène des activités.	Obtenir les données de référence.
Protection accrue pour les filles, les garçons et les jeunes dans des pays où le MAECD mène des programmes de développement.	Nombre de filles et de garçons vulnérables ayant eu accès à des services de protection de l'enfance dans des pays où le MAECD mène des activités.	Obtenir les données de référence.

Faits saillants de la planification

Le MAECD sera actif dans les quatre domaines de programmation suivants en santé des mères, des nouveau-nés et des enfants :

- le renforcement des systèmes de santé pour améliorer l'accès aux services de santé et en permettre la prestation adéquate au niveau local, grâce à la formation d'un plus grand nombre de travailleurs de la santé et à un meilleur accès des mères et des enfants aux installations de soins de santé et aux interventions;
- la réduction du fardeau des maladies fatales aux mères et aux enfants, grâce à l'élargissement de la portée des interventions dont on sait qu'elles éliminent les principales causes de décès chez les mères, les nouveau-nés et les enfants;
- l'amélioration de la nutrition grâce à un meilleur accès à des aliments sains et nutritifs et à des suppléments alimentaires pour réduire le taux de mortalité, en particulier chez les nouveau-nés;
- une responsabilisation accrue à l'égard des résultats pour améliorer la transparence et la qualité des données et de l'information rendues publiques.

Le Canada soutiendra les améliorations apportées aux statistiques de l'état civil et d'enregistrement des faits d'état civil dans les pays en développement ciblés afin d'accroître l'accès aux services gouvernementaux et de renforcer les données permettant l'élaboration efficace de politiques.

Le Canada soutiendra également le Mécanisme de financement mondial à l'appui de l'initiative « Chaque femme, chaque enfant » dans le but de faire progresser l'infrastructure financière coordonnée nécessaire pour rassembler les capitaux requis pour assurer de meilleurs services de santé aux femmes et aux enfants.

Pour atteindre ses objectifs en matière de SMNE, le Canada continuera de collaborer avec Gavi, l'Alliance du vaccin, afin de donner aux enfants vivant dans les pays admissibles à l'aide de Gavi l'accès aux vaccins qui sauvent des vies.

L'avenir des enfants et des jeunes sera meilleur grâce à des programmes axés sur l'éducation et la sécurité. Il s'agira de mobiliser les établissements d'enseignement et d'autres institutions communautaires au Canada et dans les pays en développement, y compris les États touchés par un conflit, pour :

- améliorer la qualité, l'accessibilité et la prestation équitable de services d'éducation de base attentifs aux différences de traitement entre les sexes, et accroître les taux de rétention au niveau primaire;
- accroître la sécurité des enfants, fournir des services à l'enfance, y compris la protection des droits de l'enfant, faire en sorte que les abuseurs d'enfants ne puissent plus agir en toute impunité et réduire le nombre de mariages précoces et forcés.

Le Canada continuera d'aider la Jordanie à renforcer son système d'éducation, qui est mis à rude épreuve par l'arrivée massive de réfugiés syriens, afin d'en améliorer la qualité et le caractère inclusif par l'entremise de l'initiative « Non à une génération perdue ».

2.3.2.3 Sous-programme : Sécurité alimentaire

Description : Ce sous-programme contribue à la sécurité alimentaire dans les pays en développement en faisant croître la production et la productivité durables des petits exploitants agricoles et en renforçant les systèmes d'innovation agricole. Il soutient également la consommation d'aliments nutritifs ou de suppléments par les familles qui sont tributaires de l'aide alimentaire, sont sous-alimentées ou sont touchées par l'insécurité alimentaire.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018

336 081 493	323 861 190	322 832 728	117	117	117

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Production et productivité agricoles durables accrues chez les petits exploitants agricoles en milieu rural dans des pays où le MAECD mène des programmes de développement.	Nombre d'agriculteurs soutenus afin d'accroître leur production de façon durable dans des pays où le MAECD mène des activités.	Obtenir les données de référence.
Systèmes d'innovation agricole renforcés dans des pays où le MAECD mène des programmes de développement.	Nombre d'agriculteurs employant des innovations agricoles dans des pays où le MAECD mène des activités.	Obtenir les données de référence.
Plus grande consommation d'aliments ou de suppléments alimentaires nutritifs chez les populations qui souffrent d'insécurité alimentaire ou de sous-alimentation ou qui sont tributaires de l'aide alimentaire dans des pays où le MAECD mène des programmes de développement.	Nombre de personnes jointes grâce aux programmes d'aide alimentaire du MAECD dans des pays où le Ministère mène des activités.	Obtenir les données de référence.

Faits saillants de la planification

Le Ministère continuera de collaborer avec ses partenaires pour réduire la faim et la sous-nutrition chez les populations les plus vulnérables, et se concentrera sur le développement agricole durable adapté à l'échelle locale et l'amélioration de la productivité des petits exploitants agricoles. Une aide sera également fournie aux petits exploitants agricoles pour qu'ils accèdent aux ressources nécessaires et les utilisent pour améliorer leur accès au marché et tirer profit des chaînes de valeur agricoles.

On misera sur l'expertise canadienne dans le secteur agroalimentaire, par exemple pour ce qui est de l'agriculture adaptée au climat, afin de soutenir les technologies innovantes et les pratiques agricoles qui stimulent la croissance et renforcent la résilience et la capacité d'adaptation des collectivités et des ménages.

On améliorera la nutrition par un meilleur accès aux aliments nutritifs et une meilleure utilisation de ceux-ci de même que par la promotion de liens avec une agriculture qui tient compte des enjeux nutritionnels. L'autonomisation économique des femmes sera encouragée pour leur permettre de devenir des leaders et des entrepreneures dans le secteur de l'agriculture. Le Ministère appuiera les programmes qui créent et maintiennent des milieux économiques qui facilitent les investissements responsables et durables dans l'agriculture et permettent à un large éventail de parties intéressées de prendre part aux marchés et de profiter des débouchés.

Le Ministère continuera d'appuyer la prestation efficace, efficiente et opportune des interventions d'aide alimentaire et de nutrition durant les situations d'urgence et d'insécurité alimentaire aiguë.

Le Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale, que gèrent conjointement le Centre de recherches pour le développement international et le MAECD, continuera d'encourager la recherche innovatrice en sécurité alimentaire afin d'améliorer la nutrition, les technologies de l'agriculture et la productivité.

2.3.2.4 Sous-programme : Assistance multisectorielle, développement social et engagement au développement

Description : Ce sous-programme offre une aide au développement qui est complémentaire aux interventions ciblées d'autres programmes de développement et permet l'engagement continu des Canadiens comme citoyens du monde. Il inclut une programmation en santé et en services sociaux qui ne vise pas expressément les enfants et les jeunes, y compris la prévention et le traitement des maladies transmissibles.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
175 119 885	177 372 294	173 956 661	129	129	129

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Efficacité accrue des organismes de développement mondiaux et multilatéraux soutenus par le MAECD.	Pourcentage (du total) des organismes financés par le MAECD évalués par le Réseau d'évaluation du rendement des organisations multilatérales pendant la période de rapport et recevant une note suffisante à l'évaluation de l'efficacité de leurs activités de développement.	Obtenir les données de référence.
Participation accrue des Canadiens à titre de citoyens du monde.	Nombre de Canadiens agissant à titre de citoyens du monde afin de soutenir les efforts de développement international au Canada et à l'étranger en raison de l'appui du MAECD.	Obtenir les données de référence.
Meilleure prévention et meilleur traitement des maladies transmissibles dans des pays où le MAECD mène des programmes de développement.	Nombre de personnes soutenues dans la lutte contre les maladies transmissibles dans des pays où le MAECD mène des activités.	Obtenir les données de référence.

Faits saillants de la planification

Le MAECD collaborera avec le Réseau d'évaluation du rendement des organisations multilatérales pour évaluer l'efficacité institutionnelle de ces dernières, leur rendement et leur capacité de produire des résultats, et pour s'assurer que les organisations internationales financées par les MAECD obtiennent des résultats concrets sur le terrain.

Le Ministère mettra en œuvre une politique de mobilisation de la société civile pour améliorer la mobilisation des Canadiens en faveur du développement et celle des organismes de la société civile dans les pays en développement, et il le fera notamment en élargissant la gamme des partenaires canadiens.

La prévention et le traitement des maladies transmissibles se poursuivront avec des contributions à des initiatives telles que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Le MAECD complètera d'autres interventions de développement ciblées grâce à des initiatives visant à faire la promotion de l'égalité entre les sexes, en s'attaquant aux défis du changement climatique et en mettant davantage à profit les ressources, l'expertise et l'innovation.

2.3.3 Programme : Assistance humanitaire internationale

Description : Grâce à ce programme, le MAECD réduit la vulnérabilité des personnes en situation de crise, par exemple au cours d'un conflit armé, d'une famine ou en cas de catastrophe naturelle, en fournissant en temps opportun une protection adéquate ainsi que des quantités appropriées de nourriture, d'eau et d'abris ainsi que d'autres formes d'assistance humanitaire. Il procure aussi un soutien institutionnel à long terme à des partenaires clés apportant une aide humanitaire, pour qu'ils disposent des ressources voulues afin de remplir leurs mandats.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
390 590 204	390 853 336	386 530 825	390 446 911	44	45	45

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Vulnérabilité réduite des personnes touchées par les crises, surtout les femmes et les enfants, dans des pays où le MAECD mène des activités d'aide humanitaire.	Nombre de bénéficiaires qui reçoivent de l'aide alimentaire d'urgence (et de l'aide nutritionnelle) dans des pays où le MAECD mène des activités.	Obtenir les données de référence.
	Nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays qui ont été aidés et protégés grâce à l'aide humanitaire canadienne dans des pays où le MAECD mène des activités.	Obtenir les données de référence.

Faits saillants de la planification

Le MAECD continuera d'améliorer la capacité du Canada de répondre aux besoins humanitaires découlant de situations d'urgence et de crises prolongées dans les pays en développement en améliorant la prévisibilité, le caractère opportun et la souplesse de son soutien humanitaire dans l'esprit des principes régissant l'offre de dons humanitaires de qualité.

Le Ministère participera aux préparatifs entourant le premier Sommet humanitaire mondial, qui doit avoir lieu en 2016, pour assurer l'élaboration d'objectifs concrets pour le système humanitaire qui viseront à :

- favoriser les capacités à réaliser les principaux objectifs humanitaires;
- renforcer la préparation et la résilience;
- s'attaquer à l'écart entre l'aide humanitaire et l'aide au développement.

2.3.3.1 Sous-programme : Programmation humanitaire

Description : Avec ce sous-programme, le Ministère procure à point nommé une assistance humanitaire efficace aux populations touchées par des crises dans les pays en développement.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
272 487 102	271 468 273	273 444 820	24	25	25

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Meilleure réaction du MAECD aux crises humanitaires dans des pays où le Canada mène des activités d'aide humanitaire.	Nombre de pays faisant face à des urgences complexes dont les besoins humanitaires établis sont satisfaits par le MAECD.	Obtenir les données de référence.
	Nombre de catastrophes naturelles dont les besoins humanitaires établis sont satisfaits par le MAECD.	Obtenir les données de référence.

Faits saillants de la planification

L'assistance humanitaire du Canada continuera d'être prompte, efficace et axée sur les besoins, selon les principes régissant l'offre de dons humanitaires de qualité. Les interventions viseront également à trouver des occasions de renforcer la résilience des populations vulnérables afin d'établir dans leur pays des bases plus solides de rétablissement; elles mettront notamment l'accent sur la protection des enfants et l'accès à l'éducation. On effectuera des interventions de protection particulières auprès des groupes vulnérables, qui répondent à des situations telles que la violence sexuelle et fondée sur le sexe ou qui correspondent aux besoins de protection particuliers des enfants, y compris par la voie de l'éducation.

Le Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction du MAECD continuera de diriger l'intervention pangouvernementale du Canada durant les crises humanitaires et de renforcer son état de préparation pour pouvoir faire face à des crises d'envergure, notamment en améliorant sa capacité de contrôler et d'évaluer son efficacité et de faire part des leçons retenues de façon opportune.

2.3.3.2 Sous-programme : Partenaires pour une assistance humanitaire

Description : Grâce à ce sous-programme, le MAECD offre un soutien institutionnel durable à des partenaires clés dans le domaine de l'assistance humanitaire, afin d'améliorer leur efficacité et de faire en sorte qu'ils conservent la capacité de fournir une aide humanitaire dans un contexte politique et environnemental mondial en constante évolution.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
118 366 234	115 062 552	117 002 091	20	20	20

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Plus grande efficacité des actions humanitaires menées par le système humanitaire international.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, des progrès ont été réalisés à l'égard de la mise en œuvre du programme de transformation du Comité permanent interorganisations.	Obtenir les données de référence.

Faits saillants de la planification

La capacité du système humanitaire international de fournir soutien et protection sera renforcée en accroissant celle des partenaires clés de réagir aux crises humanitaires. Pour ce faire, on appuiera le programme de transformation du Comité permanent interorganisations, qui met l'accent sur l'amélioration du leadership, de la coordination et de la responsabilisation dans l'ensemble du système.

Le Ministère continuera d'entretenir un partenariat stratégique avec la Croix-Rouge canadienne et il coopérera avec elle pour accroître l'état de préparation aux catastrophes et les capacités d'intervention de certaines sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans les Amériques et en Afrique. Ce partenariat améliorera la capacité du Canada à intervenir durant les crises humanitaires à l'étranger par le déploiement de délégués, de fournitures d'urgence et d'hôpitaux mobiles.

La participation du Canada à la 32e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, en décembre 2015, sera l'occasion de souligner l'engagement soutenu du Canada envers les interventions humanitaires internationales et l'aidera à s'établir en tant que chef de file stratégique sur les questions émergentes de gouvernance mondiale en matière d'assistance humanitaire et de sécurité.

Le MAECD collaborera en temps opportun avec des organisations canadiennes afin de répondre efficacement aux crises humanitaires, et travaillera également avec des partenaires non traditionnels, comme des groupes de la diaspora, en vue de répartir l'aide plus rapidement.

2.4 Résultat stratégique 4 : Réseau du Canada à l'étranger — Le Ministère entretient un réseau de missions offrant une infrastructure et des services qui permettent au gouvernement du Canada d'atteindre ses priorités internationales.

2.4.1 Programme : Gouvernance, orientations stratégiques et services communs pour le réseau des missions

Description : Par l'intermédiaire de ce programme, le MAECD assure une gouvernance, joue un rôle prépondérant, fournit des orientations stratégiques, gère le changement, offre des services et met une infrastructure à la disposition de la plateforme des missions.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
603 804 537	718 542 780[20]	622 139 927[21]	614 756 408	4 274	4 251	4 237

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Des services communs efficients sont fournis et un soutien à la représentation du Canada à l'étranger est apporté.	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, le MAECD coopère avec les partenaires des missions pour s'assurer que les normes relatives aux services communs sont clairement définies et appliquées de façon durable.	4
	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, le Secteur de la plateforme internationale permet au Ministère de réaliser ses priorités internationales grâce à une saine gouvernance, à des orientations stratégiques et à la prestation efficiente des services communs.	4

Faits saillants de la planification

Les orientations stratégiques et le leadership du MAECD permettront de s'assurer que la prestation de services, l'infrastructure et un soutien opportun sont offerts à tout le réseau des missions à l'étranger en s'appuyant sur la gestion des risques, la planification ministérielle, la gouvernance et l'évaluation du rendement.

Le MAECD continuera de mettre l'accent sur la collaboration au sein du Ministère ainsi qu'avec les ministères partenaires et les gouvernements aux vues similaires afin d'améliorer la capacité de servir les clients. Il se concentrera aussi sur les initiatives liées à l'automatisation, aux ressources physiques et à la modernisation de l'approvisionnement, sur les Directives du service extérieur, sur les questions concernant les employés recrutés sur place ainsi que sur la gestion de l'information et la technologie de l'information (GI/TI).

Le Ministère misera sur les points de prestation des services communs pour optimiser l'efficacité ainsi qu'atténuer les risques et favoriser la coordination connexe.

La sécurité des missions et du personnel continuera d'être assurée; les actifs, l'infrastructure et l'information du gouvernement et des partenaires continueront d'être protégés à l'étranger grâce à la mise en application de mesures de sécurité, de politiques et de programmes de formation.

[20] L'écart d'environ 115 millions de dollars entre le Budget principal des dépenses et les dépenses prévues pour 2015-2016 est attribuable au report de fonds du budget de fonctionnement prévu du MAECD (35 millions de dollars) et du budget des immobilisations prévues (61 millions de dollars) de 2014-2015, à l'augmentation du financement prévu des dépenses salariales (8 millions de dollars), à des révisions salariales à la hausse pour les ERP (3 millions de dollars) et à une demande de financement des missions (7 millions de dollars).

[21] La baisse d'environ 96 millions de dollars en dépenses prévues de 2015-2016 à 2016-2017 est attribuable au report de fonds du budget de fonctionnement du MAECD (35 millions de dollars) et du budget des immobilisations (61 millions de dollars) de 2014-2015.

2.4.1.1 Sous-programme : Gestion des services communs

Description : Ce sous-programme fournit un cadre pour l'établissement des coûts des services communs, tels que le soutien logistique, les services financiers et bancaires, l'approvisionnement et les services de courrier diplomatique, dans les missions du Canada à l'étranger, de sorte que les clients et les partenaires dans les missions reçoivent des services communs et un soutien en matière d'infrastructure efficients.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
122 775 055	114 943 448	115 180 246	2 239	2 232	2 230

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Les missions canadiennes à l'étranger et les partenaires des missions reçoivent des services communs et un soutien au réseau des missions qui sont à point nommé et efficients.	Pourcentage des délais de traitement des services conformes à l'Accord sur les normes de service (courrier diplomatique, approvisionnement/logistique).	75 %
	Pourcentage des demandes de services communs (transport, matériel/biens) auxquelles on donne suite conformément aux normes de service.	Obtenir les données de référence.
	Pourcentage des demandes de services communs (matériel/biens) qui sont rouvertes par les clients, une fois le dossier fermé.	Obtenir les données de référence.
Les services relatifs à la rémunération et aux avantages sociaux sont assurés promptement et avec exactitude.	Pourcentage des partenaires qui conviennent que les services aux ressources humaines sont conformes aux normes de service établies.	75 %

Faits saillants de la planification

Le Ministère continuera d'améliorer la gestion de la prestation des services communs au sein du réseau des missions canadiennes à l'étranger grâce aux mesures suivantes :

- la modernisation des politiques, la gestion des risques et les méthodologies liées au cadre d'établissement des coûts des services communs;
- une meilleure capacité de planification et de prévision des missions, y compris la mise à jour de Strategia (un outil intégré de planification et de hiérarchisation) pour améliorer leur planification budgétaire, leurs normes de service, leurs services afférents aux ressources humaines ainsi que la coordination et la communication de leurs activités et de leurs résultats et la production de rapports les concernant;
- l'achèvement de réseaux régionalisés en Afrique et en Amérique du Sud d'ici la fin de l'année financière 2015-2016;
- l'élaboration et le perfectionnement d'outils, de programmes de formation et de processus opérationnels liés à la gestion des employés recrutés sur place (ERP), y compris le processus de classification des ERP, et un cadre de contrôle avec lequel le Ministère continuera d'évaluer l'efficience et l'efficacité des activités de classification à l'étranger.

2.4.1.2 Sous-programme : Biens immobiliers

Description : Ce sous-programme facilite la prise de décision centralisée en matière de planification et de gestion de projets dans le domaine immobilier, de telle sorte que le gouvernement du Canada reçoive en temps utile des services efficients pour la gestion et l'entretien de ses biens immobiliers à l'appui de ses programmes à l'étranger.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
413 182 409	330 530 500	329 706 192	156	148	140

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Les missions canadiennes à l'étranger et les partenaires des missions reçoivent à point nommé des services efficients en matière de biens immobiliers, à l'appui des programmes à l'étranger.	Pourcentage des gestionnaires de programme qui indiquent que la plateforme des missions offre un processus fonctionnel lié aux biens immobiliers en vue de l'exécution de leurs programmes.	85 %
	Pourcentage de l'argent lié aux immobilisations et aux activités (excluant les locations) investi de nouveau afin d'assurer la valeur des biens de l'État.	4 %[22]

Faits saillants de la planification

La représentation du Canada à l'étranger, y compris les clients du Ministère et d'autres clients, est appuyée par la gestion efficiente et financièrement responsable des biens immobiliers au cours de leur cycle de vie.

La planification immobilière, en ce qui concerne notamment les bureaux et les logements du personnel, la gestion des biens, l'exécution des projets, la sécurité matérielle et les services d'entretien et du matériel, sera gérée efficacement pour faire en sorte que les projets immobiliers soient terminés à temps et dans les limites du budget établi.

Le MAECD continuera de prendre des mesures pour garantir l'administration judicieuse des biens du Canada à l'étranger et des fonds publics, en mettant en œuvre la stratégie de rajustement de la taille des résidences officielles, en respectant les maximums des loyers fixés pour les logements loués par le personnel et en renouvelant les baux ou en les remplaçant par des options plus rentables.

Le Ministère favorisera la sécurité du personnel et des biens à l'étranger en adoptant des mesures de sécurité matérielle dans le cadre du Programme de protection des infrastructures essentielles, en utilisant l'enveloppe pour le renforcement de la sécurité des missions à l'étranger, en atténuant les risques de nature sismique pour les propriétés de la Couronne et en prenant constamment des mesures opportunes de sécurité matérielle en fonction des crises en devenir.

2.4.1.3 Sous-programme : Sécurité

Description : Ce sous-programme vise la réalisation cyclique d'inspections de sécurité sur place qui sont complétées par des évaluations de risque continues et des vérifications de sécurité pour assurer la sécurité des missions et de leur personnel ainsi que la protection des biens et de l'information des partenaires fédéraux et des cooccupants dans les missions à l'étranger. Cela comprend la mise en œuvre du Plan de sécurité ministériel qui guide la coordination et la surveillance du travail réalisé dans le cadre de ce sous-programme.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
63 222 333	59 085 142	52 392 132	264	261	257

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Les missions et le personnel sont en sécurité, et les biens et les renseignements du gouvernement et	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, on est en bonne voie de réaliser dans les délais prévus la mise en application des mesures de sécurité visant à répondre aux	4

[22] Il est d'usage dans l'industrie de réinvestir 2 pourcent du budget de fonctionnement et 2 pourcent du budget des dépenses en capital pour préserver la valeur des actifs. Le SCT accepte cette cible de 4 pourcent pour les ministères.

des partenaires sont protégés dans les missions à l'étranger.	principaux risques cernés dans le Plan de sécurité ministériel.	

Faits saillants de la planification

Le Ministère continue d'accorder une grande importance à la sécurité des missions à l'étranger. Il renforcera la sécurité du personnel, des biens et de l'information du gouvernement canadien en mettant en œuvre son plan de sécurité intégré et sa stratégie de sécurité nationale, ce qui comprendra :

- de nouvelles mises à niveau des équipements et des infrastructures;
- l'adoption d'instruments de planification, de politiques et de procédures à jour;
- une structure de gouvernance ministérielle et interministérielle efficace;
- l'amélioration de la sensibilisation et de la formation en matière de sécurité;
- un rigoureux programme d'inspections.

Afin d'appuyer les mesures de sécurité axés sur les risques, le MAECD définira de façon formelle une approche organisationnelle fondée sur les risques et renforcera les liens avec l'évaluation des vulnérabilités et des risques. Cela comprendra ce qui suit :

- de meilleurs outils pour soutenir l'évaluation des risques;
- l'accroissement de l'efficience et de l'efficacité grâce à un processus qui sera normalisé dans l'ensemble des programmes et des missions;
- une meilleure compréhension du milieu de travail dans les missions pour tout le personnel
- le renforcement de la capacité d'analyse;
- le renforcement des synergies entre les missions et l'administration centrale grâce à la planification opérationnelle intégrée des missions et des secteurs.

Le Fonds de renforcement de la sécurité dans les missions à l'étranger et le Programme de protection des infrastructures essentielles continueront de permettre au Ministère de s'adapter à la nature changeante des besoins en matière de sécurité.

2.4.1.4 Sous-programme : Gestion de l'information/Technologie de l'information

Description : Ce sous-programme facilite la diffusion de normes de service et la prestation de services de gestion de l'information et de la technologie de l'information (GI/TI) à l'échelle du réseau des missions du Canada à l'étranger.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
45 233 771	43 859 256	43 867 555	259	255	255

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Des services efficients de GI/TI sont fournis.	Pourcentage des demandes d'approvisionnement des missions visant des produits et des services de GI/TI qui sont faites avec Achetez@MAECD et auxquelles on a répondu conformément aux normes de prestation de services.	80 %
	Pourcentage des demandes de services de GI adressées par les missions aux centres d'appels, auxquelles on a répondu conformément aux normes de prestation de services.	95 %
	Pourcentage des demandes de services de TI adressées par les missions aux centres d'appels, auxquelles on a répondu conformément aux normes de prestation de services.	95 %

Faits saillants de la planification

Le MAECD continuera de renouveler l'infrastructure de GI/TI, les politiques et les pratiques connexes pour maximiser l'efficacité du programme de GI/TI à l'étranger. Il innovera sur le plan des activités et il fournira des services sécuritaires et fiables de GI/TI pour atteindre ses objectifs opérationnels et favoriser l'engagement international du Canada.

De concert avec Services partagés Canada, le Ministère s'assurera qu'il peut poursuivre ses activités dans un contexte international où s'opèrent des changements technologiques rapides, et respecter les engagements pris dans le cadre de l'initiative pangouvernementale Objectif 2020.

Le Ministère fera également en sorte que tous les employés soient conscients de l'importance de gérer l'information ministérielle comme une ressource stratégique et du rôle qu'ils jouent dans la gestion de l'information. Il contrôlera et évaluera régulièrement ses ressources en GI, ses programmes de formation et les besoins de sensibilisation dans ce domaine, et il coordonnera les activités de GI pour répondre à ces besoins.

2.4.1.5 Sous-programme : Employés recrutés sur place au soutien d'autres ministères du gouvernement du Canada

Description : Ce sous-programme permet aux employés recrutés sur place au soutien d'autres ministères fédéraux travaillant dans les missions de recevoir leur rémunération promptement et de façon efficiente.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
74 129 212	73 721 581	73 610 283	1 356	1 355	1 355

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Les salaires des employés recrutés sur place (ERP) au soutien d'autres ministères fédéraux sont fixés promptement et de façon efficiente.	Pourcentage des ERP au soutien d'autres ministères qui sont gérés conformément aux conditions d'emploi à jour.	90 %
	Pourcentage des rajustements des salaires des ERP au soutien d'autres ministères effectués en temps opportun.	90 %

Faits saillants de la planification

Le MAECD continuera de veiller à ce que les missions de son réseau à l'étranger soient des lieux de travail de prédilection et qu'elles attirent et conservent des professionnels recrutés sur place à l'appui du programme international du Canada. Il accomplira cela, en partie, en poursuivant la mise à exécution de la Stratégie d'examen de la rémunération globale.

Dans le cadre d'un projet pluriannuel mené en collaboration avec la Commission de la fonction publique et le Secrétariat du Conseil du Trésor, le Ministère élaborera et mettra en œuvre un régime de réglementation amélioré afin de moderniser le cadre juridique utilisé pour recruter le personnel sur place.

2.4.2 Programme : Gestion des conditions du gouvernement du Canada à l'égard de l'emploi à l'étranger

Description : Ce programme est le mécanisme au moyen duquel le Ministère et les organismes centraux gèrent les paiements législatifs aux employés du gouvernement du Canada à l'étranger, soit les employés canadiens et les employés recrutés sur place.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
195 598 665	199 725 582	195 676 248	195 697 658	66	65	65

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Le Ministère fait preuve de leadership relativement aux structures de gouvernance interministérielles et au sein du Conseil national mixte en ce qui concerne les Directives sur le service extérieur (DSE).	Mesure dans laquelle, sur une échelle de 1 à 5, le Ministère a démontré un rôle de chef de file en ce qui concerne les structures de gouvernance interministérielles et les politiques du Conseil national mixte en ce qui concerne les DSE.	4
Les indemnités décrites dans les DSE et celles dont bénéficient les employés recrutés sur place sont accordés promptement et avec exactitude, conformément aux conditions établies.	Pourcentage des paiements exigibles au titre des DSE calculés avec exactitude et versés à des employés canadiens conformément aux normes de service établies.	80 %
	Pourcentage des paiements dus aux fournisseurs de services et ayant été faits avec exactitude et conformément aux normes de service établies.	75 %

Faits saillants de la planification

Le MAECD continuera d'administrer judicieusement les conditions d'emploi du personnel à l'étranger. Grâce à un régime efficace de gouvernance et de supervision, le Ministère accroîtra la participation aux programmes de sécurité sociale locaux et garantira la gestion viable des régimes de pension des ERP ainsi que le versement des paiements et des prestations d'assurance. Il veillera aussi à la gestion durable des dispositions des DSE, y compris celles concernant les indemnités et les conditions d'emploi des employés canadiens servant à l'étranger et des personnes à leur charge.

Le MAECD continuera de faire preuve de leadership et d'engagement dans le cadre de l'examen cyclique des DSE par le Conseil national mixte et au sein des structures de gouvernance interministérielles connexes, afin de garantir le versement approprié et opportun des indemnités du gouvernement du Canada, y compris celles prévues dans les DSE, les indemnités dues aux ERP, les prestations d'assurance, les pensions et la sécurité sociale, entre autres.

2.4.2.1 Sous-programme : Administration des Directives sur le service extérieur

Description : Ce sous-programme permet la prestation des indemnités et des services prévus par les Directives sur le service extérieur.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
145 223 806	141 302 780	141 323 499	45	45	45

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Les employés canadiens (EC) et les personnes à leur charge sont satisfaits des services relatifs aux indemnités et aux autres prestations qu'ils reçoivent aux termes des DSE.	Pourcentage des EC (EC dans les missions et ceux qui sont de retour au Canada ou dans les missions) ayant répondu qu'ils sont satisfaits des services au titre des DSE.	75 %

Les EC et leurs personnes à leur charge connaissent bien les indemnités prévues dans les DSE et les services connexes.	Pourcentage des EC (EC dans les missions et ceux qui sont de retour au Canada ou dans les missions) ayant indiqué qu'ils connaissent bien les indemnités, la politique et les procédures des DSE.	75 %

Faits saillants de la planification

Le Ministère renforcera la gestion financière des Directives sur le service extérieur en prenant les mesures suivantes :

- parfaire le modèle de prévision et améliorer les activités de contrôle et de suivi;
- diriger la participation du MAECD à l'examen cyclique des DSE par le Conseil national mixte;
- améliorer les connaissances des clients sur les DSE;
- intégrer les indemnités mensuelles dans le portail des DSE;
- améliorer les relevés mensuels et automatiser la présentation des demandes s'y rapportant.

Le MAECD améliorera la prestation des services en révisant ses pratiques opérationnelles et en regroupant les volets du portail des DSE, afin d'automatiser l'autorisation des indemnités et les opérations.

Les parties intéressées seront au courant des indemnités prévues dans les DSE et des services connexes grâce à une campagne de sensibilisation ciblée auprès des employés canadiens à l'administration centrale et dans les missions et à l'organisation de séances d'information avant les affectations.

2.4.2.2 Sous-programme : Administration des cotisations de l'employeur au regard des pensions, des assurances et de la sécurité sociale des employés recrutés sur place

Description : Ce sous-programme administre les régimes de pensions et d'assurance ainsi que l'affiliation aux programmes locaux de sécurité sociale des employés recrutés sur place qui travaillent dans les missions canadiennes à l'étranger. Cela comprend la prestation de services de renseignements sur les régimes de pension, d'assurance et de sécurité sociale et la prestation de paiements opportuns et exacts aux ERP.

Ressources financières (en dollars)			Ressources humaines (ETP)		
Dépenses prévues 2015-16	Dépenses prévues 2016-17	Dépenses prévues 2017-18	2015-16	2016-17	2017-18
54 501 776	54 373 468	54 374 159	21	20	20

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Les services relatifs à la pension, aux assurances et à la sécurité sociale sont assurés promptement et avec exactitude.	Pourcentage des ERP qui ont indiqué savoir où obtenir de l'information sur les pensions, les assurances et les programmes de sécurité sociale ainsi que sur les normes de service appropriées.	75 %
	Pourcentage des ERP qui ont reçu des services satisfaisant aux normes de service en lien avec les pensions, les assurances et les programmes de sécurité sociale.	75 %

Faits saillants de la planification

Dans le cadre de la Stratégie d'examen de la rémunération globale, le MAECD continuera d'analyser tous les éléments de la rémunération et des avantages sociaux, afin de mettre à jour les conditions d'emploi des employés recrutés sur place, y compris leurs régimes de rémunération partout dans le monde. Il continuera de gérer les ressources humaines recrutées sur place et les processus de rémunération en exerçant une surveillance et une gestion du risque efficaces; la gouvernance à cet égard sera assurée par le Comité de gouvernance des pensions et des avantages sociaux des employés recrutés sur place.

2.5 Services internes

Description : Le programme relatif aux services internes fournit les fonctions de soutien essentielles dont le MAECD a besoin pour remplir son mandat, y compris le soutien à la gouvernance et à la gestion, les services de gestion des ressources et les services de gestion des biens.

Ressources financières (en dollars)				Ressources humaines (ETP)		
Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	2015-2016	2016-2017	2017-2018
270 825 672	293 332 857[23]	281 233 424[24]	281 318 421	1 723	1 754	1 754

Faits saillants de la planification

Les services internes du MAECD continueront de tendre vers l'excellence au chapitre du rendement et de la responsabilisation des cadres. La gouvernance stratégique du Ministère sera assurée par les cinq sous-ministres, le Conseil exécutif et d'autres comités de gouvernance supérieurs qui assureront une bonne gestion des ressources financières et humaines et l'harmonisation des activités du Ministère avec les priorités du gouvernement.

Le MAECD prendra appui sur ses réalisations en tant que ministère amalgamé afin de faire d'autres gains en efficience. Il mènera des exercices similaires à l'intégration des fonctions ministérielles semblables en vue de trouver des économies supplémentaires. La stratégie d'affectation de locaux du Ministère et l'harmonisation des systèmes de messagerie électronique et des répertoires seront réalisées entièrement en 2015.

Le MAECD améliorera sa planification organisationnelle grâce à l'intégration des pratiques de planification, de gestion du rendement et de gestion du risque à sa nouvelle architecture d'alignement des programmes, y compris l'harmonisation des ententes de gestion du rendement des cadres supérieurs avec leurs plans d'activités respectifs. Des outils novateurs tels que Strategia et Mon International favoriseront l'intégration de la planification et des rapports des régions géographiques et des missions.

Les priorités, les programmes et les réalisations du Canada relatifs à sa politique étrangère seront communiqués aux Canadiens et aux auditoires internationaux grâce à une gamme d'outils, de produits et de services traditionnels et novateurs. Le MAECD précisera et mettra à exécution ses politiques servant à gérer les risques liés à la communication, les communications en temps de crise, les communications dans le Web, les communications électroniques et ses marques internationales.

Le Ministère appuiera ses clients et le gouvernement du Canada en fournissant des services juridiques liés au droit international, y compris l'atténuation des risques juridiques, l'authentification des documents destinés au public, la tenue à jour du registre des traités du Canada et la prestation de conseils juridiques.

Il exercera un rôle prépondérant dans la planification intégrée, la gestion et l'établissement de rapports, ce qui permettra de gérer efficacement les ressources, les priorités et le rendement de l'enveloppe d'aide internationale.

Grâce à des fonctions efficaces de vérification interne, d'évaluation et d'inspection, le MAECD s'assurera que la haute direction soit bien informée sur les risques, sur les problèmes de gouvernance et de contrôle, sur le rendement des programmes et sur les questions touchant les valeurs et l'éthique ainsi que sur les points forts des méthodes de gestion ministérielles.

---

[23] L'écart d'environ 23 millions de dollars entre le Budget principal des dépenses et les dépenses prévues pour 2015-2016 est principalement attribuable à une hausse du financement prévu des dépenses salariales (12 millions de dollars) ainsi qu'à un report de fonds du budget de fonctionnement prévu du MAECD (10 millions de dollars) de 2014-2015.

[24] La baisse d'environ 12 millions de dollars des dépenses prévues de 2015-2016 à 2016-2017 est principalement attribuable à un report de fonds du budget de fonctionnement du MAECD (10 millions de dollars) de 2014-2015.

Le MAECD continuera de parfaire les contrôles financiers internes, à optimiser le Modèle du dirigeant principal des finances, à normaliser les programmes de subventions et de contributions et la gestion du cycle de vie, et à améliorer la planification financière par l'intermédiaire du Système de gestion financière.

Le Ministère mettra en œuvre des solutions et des outils opérationnels fiables et intégrés axés sur la GI/TI en encourageant l'établissement de partenariats stratégiques novateurs dans toute l'organisation et en tirant avantage des solutions technologiques pangouvernementales, en coopération avec Services partagés Canada.

Par le truchement de son progrès dans la réalisation des objectifs d'amalgamation, le MAECD continuera de bâtir une main-d'œuvre plus souple et intégrée. Dans l'esprit de sa Stratégie de gestion des ressources humaines (RH), le MAECD s'attaquera à des questions structurelles afférentes aux RH en redéfinissant la mobilité et le caractère permutant, en élaborant des approches de gestion des talents pour les EX et les autres employés, et en améliorant l'harmonisation des politiques, des pratiques et des modes de classification des effectifs et des outils propres aux RH avec les besoins du Ministère.

Le MAECD continuera de mettre à jour les normes de service, les politiques et les fonctions de supervision relatives à la gestion du matériel par l'entremise de son Initiative de modernisation de l'approvisionnement.

Section III : Information additionnelle

3.1 État des résultats prospectif

L'état des résultats condensé prospectif présenté dans cette sous-section vise à donner un aperçu général des activités du MAECD. Les renseignements financiers prévus concernant les dépenses et les recettes sont préparés sur une base de comptabilité d'exercice pour renforcer la responsabilisation, accroître la transparence et rehausser la gestion financière.

Comme l'état des résultats prospectif est établi sur une base de comptabilité d'exercice et les prévisions et les dépenses prévues présentées dans d'autres sections du présent rapport sont établis sur la base des dépenses, les montants diffèrent.

On trouvera dans le site Web du MAECD[25] un état des résultats prospectif plus détaillé et des notes afférentes, comprenant un rapprochement des coûts de fonctionnement net et des autorisations demandées.

État des résultats condensé prospectif

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats estimatifs 2013-2014	Résultats prévus 2014-2015	Variation
Total des dépenses	5 555 456 042	5 516 719 925	(38 736 117)[26]
Total des revenus	44 760 823	45 166 747	405 924
Coût de fonctionnement net	5 510 695 219	5 471 553 178	(39 142 041)

3.2 Liste des tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires du *Rapport sur les plans et les priorités* de 2014-2015 se trouvent dans le site Web du MAECD[27].

Divulgation des programmes de paiements de transfert de moins de 5 millions de dollars

Renseignements sur les programmes de paiements de transfert

- Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
- Aide internationale au développement
- Cour pénale internationale (CPI)
- Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL)
- Fonds pour la paix et la sécurité mondiales
- Institutions financières internationales
- Opérations de maintien de la paix des Nations Unies
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
- Organisation des États américains (OAS)
- Organisation des Nations Unies (ONU)
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
- Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) - Administration civile
- Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

[25] www.international.gc.ca/finance/index.aspx?lang=fra

[26] L'écart entre les résultats estimatifs de 2014-2015 et les résultats prévus pour 2015-2016 dans le total des dépenses est de moins de 1 pourcent. Cet écart existe surtout en raison des prévisions et des dépenses prévues d'une année sur l'autre et des réductions dans les indemnités de cessation d'emploi en 2014-2015.

[27] http://www.international.gc.ca/department-ministere/plans/index.aspx?lang=fra

- Organisation internationale du travail (OIT)
- Organisation mondiale de la santé (OMS)
- Organisation mondiale du commerce (OMC)
- Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)
- Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes (PARCA)
- Programme de coopération pour l'investissement (PCI)
- Programme de partenariat mondial (PPM)
- Programme de soutien au commerce mondial (PSCM)
- Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité (PRCLC)
- Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie
- Secrétariat du Commonwealth
- Subventions en remplacement des impôts sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada
- Subventions et contributions en appui aux relations universitaires

Stratégie ministérielle de développement durable

Vérifications internes et évaluations à venir au cours des trois prochains exercices

3.3 Rapport sur les dépenses fiscales et les évaluations

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs stratégiques en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie annuellement des estimations et des projections du coût de ces mesures dans son rapport intitulé *Dépenses fiscales et évaluations*[28]. Les mesures fiscales qui y sont présentées relèvent de la seule responsabilité du ministre des Finances.

[28] www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp

Section IV : Coordonnées de l'organisation

Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada (MAECD)
Téléphone : 1-800-267-8376 (sans frais au Canada)
ou 613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)
ATS : 613-944-9136
1-800-394-3472 (sans frais des États-Unis et au Canada seulement)
Télécopieur : 613-996-9709
www.international.gc.ca

Demandes de renseignements
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Courriel : enqserv@international.gc.ca
Téléphone : 1-800-267-8376 (sans frais au Canada) ou 613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)
Télécopieur : 613-996-9709

Autres coordonnées liées au portefeuille

Corporation commerciale canadienne
50, rue O'Connor, bureau 1100
Ottawa (Ontario) K1A 0S6
Téléphone : 1-800-748-8191 (sans frais au Canada) ou 613-996-0034 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)
Télécopieur : 613-995-2121
www.ccc.ca

Commission mixte internationale (section canadienne)
234, avenue Laurier Ouest, 22e étage
Ottawa (Ontario) K1P 6K6
Téléphone : 613-947-1420
Télécopieur : 613-993-5583
www.ijc.org

Exportation et développement Canada (EDC)
150, rue Slater
Ottawa (Ontario) K1A 1K3
Téléphone : 613-598-2500 (dans la région de la capitale nationale) ou 1-800-267-8510 (sans frais en Amérique du Nord)
ATS : 1-866-574-0451
www.edc.ca

Parc international Roosevelt de Campobello
459, route 774
Welshpool (Nouveau-Brunswick) E5E 1A4
Téléphone : 506-752-2922 (dans la région) ou 1-877-851-6663 (sans frais)
Télécopieur : 506-752-6000
www.fdr.net

Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
150, rue Kent
Ottawa (Ontario) K1P 0B2
Adresse postale : C.P. 8500
Ottawa (Ontario) K1G 3H9
Téléphone : 613-236-6163
Télécopieur : 613-238-7230
www.idrc.ca/

Commission de la capitale nationale (CCN)
40, rue Elgin, bureau 202
Ottawa (Ontario) K1P 1C7
Téléphone : 613-239-5000 ou 1-800-465-1867 (sans frais)
ATS : 613-239-5090 ou 1-866-661-3530 (sans frais)
Télécopieur : 613-239-5063
www.ccn-ncc.gc.ca

Annexe : Définitions

architecture d'alignement des programmes : Répertoire structuré de tous les programmes d'une organisation qui décrit les liens hiérarchiques entre les programmes et les liens aux résultats stratégiques auxquels ils contribuent.

cadre pangouvernemental : Schéma représentant la contribution financière des organisations fédérales qui dépendent de crédits parlementaires en harmonisant leurs programmes avec un ensemble de 16 secteurs de résultat pangouvernementaux de haut niveau regroupés sous 4 secteurs de dépenses.

cible : Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

crédit : Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires : Les dépenses budgétaires comprennent les dépenses de fonctionnement et en capital; les paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et les paiements à des sociétés d'État.

dépenses non budgétaires : Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues : En ce qui a trait aux rapports sur les plans et les priorités (RPP) et aux rapports ministériels sur le rendement (RMR), les dépenses prévues s'entendent des montants approuvés par le Conseil du Trésor au plus tard le 1er février. Elles peuvent donc comprendre des montants qui s'ajoutent aux dépenses prévues indiquées dans le budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son RPP et son RMR.

équivalent temps plein : Indicateur de la mesure dans laquelle un employé représente une année-personne complète dans le budget ministériel. L'équivalent temps plein est calculé en fonction du coefficient des heures de travail assignées et des heures normales de travail. Les heures normales de travail sont établies dans les conventions collectives.

indicateur de rendement : Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

plan : Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

priorité : Plan ou projet qu'une organisation a choisi de cibler et dont elle rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou qui doit être fait en premier pour appuyer la réalisation du ou des résultats stratégiques souhaités.

production de rapports sur le rendement : Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

programme : Groupe d'intrants constitué de ressources et d'activités connexes qui est géré pour répondre à des besoins précis et pour obtenir les résultats visés, et qui est traité comme une unité budgétaire.

programme temporisé : Programme ayant une durée fixe et dont le financement et l'autorisation politique ne sont pas permanents. Ce programme est aussi appelé programme à durée temporaire. Lorsqu'un tel

programme arrive à échéance, une décision doit être prise quant à son maintien. Dans le cas d'un renouvellement, la décision précise la portée, le niveau de financement et la durée.

rapport ministériel sur le rendement : Rapport traitant des réalisations concrètes d'une organisation qui dépend de crédits parlementaires au regard des plans, des priorités et des résultats attendus exposés dans le rapport sur les plans et les priorités correspondant. Ce rapport est déposé au Parlement à l'automne.

rapport sur les plans et les priorités : Rapport fournissant des renseignements au sujet des plans et du rendement prévu sur trois ans d'une organisation qui dépend de crédits parlementaires. Ces rapports sont déposés au Parlement chaque printemps.

rendement : Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

résultat : Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

résultat stratégique : Avantage durable et à long terme pour les Canadiens qui est rattaché au mandat, à la vision et aux fonctions de base d'une organisation.

résultats du gouvernement du Canada : Ensemble de 16 objectifs de haut niveau établis pour l'ensemble du gouvernement et regroupés selon 4 secteurs de dépenses : affaires économiques, affaires sociales, affaires internationales et affaires gouvernementales.

Structure de la gestion, des ressources et des résultats : Cadre exhaustif comprenant l'inventaire des programmes, des ressources, des résultats, des indicateurs de rendement et de l'information de gouvernance d'une organisation. Les programmes et les résultats sont présentés d'après le lien hiérarchique qui les unit, et les résultats stratégiques auxquels ils contribuent. La Structure de la gestion, des ressources et des résultats découle de l'architecture d'alignement des programmes.